

Public Disclosure Authorized

ALGÉRIE



RAPPORT DE SUIVI DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Renforcer la résilience en
période favorable

Printemps 2022



LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
Moyen-Orient et Afrique du Nord

Rapport de suivi de la situation économique en Algérie

Renforcer la résilience en période favorable

Printemps 2022



Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

© 2022 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations

Le contenu du présent rapport fait l'objet de droits d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, ce rapport peut être reproduit, intégralement ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que l'attribution de ce travail à la Banque mondiale soit pleinement respectée.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Photos de couverture utilisées avec la permission de Shutterstock.com,
Conception de la mise en page : The Word Express, Inc

TABLE DES MATIÈRES

Liste des acronymes	v
Remerciements.....	vii
Résumé analytique	ix
Executive summary	xi
ملخص وافٍ	xiii
Chapitre 1: Développements économiques récents	1
L'activité hors-hydrocarbures a poursuivi une reprise graduelle au deuxième semestre 2021.....	1
La croissance du PIB a été soutenue par la production et les exportations d'hydrocarbures.....	3
Le déficit du compte courant s'est résorbé sous l'impulsion des recettes d'exportation.....	4
Les équilibres budgétaires se sont nettement améliorés, soutenus par les recettes pétrolières	7
La liquidité bancaire s'est rétablie, sans générer de reprise marquée du crédit au secteur privé.....	8
Prix à l'import, dépréciation et expansion monétaire ont contribué au niveau élevé d'inflation	9
Les indicateurs disponibles du marché du travail suggèrent une reprise partielle	10
Chapitre 2: Perspectives et risques	13
La hausse des prix des hydrocarbures offre un répit relatif à l'économie algérienne.....	13
L'amélioration de la résilience permettra de faire face aux risques, présents et futurs	14
Annexe 1 : L'Algérie profite-t-elle de la montée des prix du gaz?	19
Annexe 2 : L'impact des facteurs macroéconomiques sur l'inflation en Algérie	21
L'inflation est orientée à la hausse, dans le monde comme en Algérie.....	21
Une analyse économétrique pour comprendre l'inflation en Algérie.....	22
Les catégories de biens et services réagissent différemment aux facteurs macroéconomiques.....	23
Conclusion.....	25
Annexe 3 : Résumé des sections spéciales des dernières Notes de Suivi de l'Économie Algérienne	27
Automne 2021 : « Evolution de la pauvreté non monétaire et des inégalités en Algérie ».....	27
Automne 2021 : « Résilience de l'Algérie face aux risques climatiques et de catastrophe naturelle ».....	27
Printemps 2021 : « Effets de la covid-19 sur les inégalités dans la région MENA et en Algérie ».....	28
Printemps 2021 : « Vers une réforme équitable du système de santé algérien »	28
Bibliographie.....	29

Liste des figures

Figure 1	La consommation privée et l'investissement ont retrouvé leurs niveaux prépandémie	2
Figure 2	Après une reprise plus marquée en 2021, l'activité a semblé ralentir	2
Figure 3	La reprise a été davantage marquée dans les secteurs industriels et de la construction.....	2
Figure 4	...mais demeurée largement incomplète dans le secteur public manufacturier.....	2
Figure 5	Comme ailleurs dans la région, les contaminations ont atteint un pic en janvier 2022.....	3
Figure 6	En 2020, la surmortalité en Algérie a été comparable à celle de la région.....	3
Figure 7	Le niveau élevé de production et d'exportation de gaz s'est maintenu... ..	4
Figure 8	...tandis que le secteur pétrolier a poursuivi une reprise graduelle.	4
Figure 9	Les prix à l'exportation des hydrocarbures ont bondi.....	5
Figure 10	...et les exportations ont atteint un sommet inégalé depuis 2014	5
Figure 11	La forte augmentation des prix à l'import a été surcompensée par celle des prix à l'export...	5
Figure 12	...et compensée par une baisse des volumes d'importation.	5
Figure 13	Le déficit du compte courant s'est résorbé.....	6
Figure 14	...mais le taux de change dinar/dollar a continué de glisser.....	6
Figure 15	Le solde du Trésor s'est fortement réduit, sous l'impulsion des recettes pétrolières	7
Figure 16	Le programme de rachat des créances a fait bondir la dette publique	7
Figure 17	La liquidité bancaire a rebondi, sans générer de sursaut du crédit au secteur privé.....	8
Figure 18	Les prêts bancaires à l'État dépassent désormais ceux au secteur privé et aux EPE	8
Figure 19	La croissance trimestrielle de l'IPC est demeurée élevée au T1-2022	10
Figure 20	Les prix à la production ont connu une hausse marquée.....	10
Figure 21	L'inflation est caractérisée par une forte inertie à court terme.....	11
Figure 22	...mais les facteurs macroéconomiques expliquent la moitié de l'inflation à moyen terme.....	11
Figure 23	Les offres d'emploi sont partiellement remontées au T1-2022... ..	12
Figure 24	...et l'introduction de l'allocation chômage a fait bondir le nombre de chômeurs inscrits	12
Figure 25	Prix à l'exportation observés et prédits du gaz naturel algérien.....	20
Figure 26	La croissance de l'IPC a atteint un niveau historiquement élevé... ..	22
Figure 27	...l'intensité sectorielle des imports explique la dynamique récente des sous composantes de l'IPC	22
Figure 28	Les prix agricoles réagissent plus fortement aux facteurs domestiques... ..	23
Figure 29	...et les produits agroindustriels aux facteurs externes, modérés par les politiques de subvention	23
Figure 30	Le prix des produits manufacturés réagit fortement à la demande domestique... ..	24
Figure 31	...tandis que le modèle explique une part limitée des fluctuations des prix des services.....	24
Figure 32	La dépréciation a un effet marqué sur les prix de production des EPE dans les ISMMEE... ..	25
Figure 33	...comme sur ceux des produits agroindustriels, largement subventionnés	25

Liste des tableaux

Tableau des principaux agrégats macroéconomiques	16
--	----

Liste des encadrés

Encadré 1 : Derniers développements relatifs à la pandémie du COVID-19.....	3
Encadré 2 : Les déterminants macroéconomiques de l'inflation en Algérie	10
Encadré 3 : Les conséquences de la guerre en Ukraine pour l'Algérie.....	15

LISTE DES ACRONYMES

ANEM	Agence nationale de l'emploi	Kb/j	Milliers de barils par jour
BdA	Banque d'Algérie (Banque Centrale)	Mb/j	Millions de barils par jour
BM	Banque mondiale	MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
BTU	Unité thermique britannique	MICS	Enquête en grappes à indicateurs multiples
CAS	Comptes d'Affectation Spéciale	Mtep	Million de tonnes équivalent pétrole
DZD	Dinar algérien	OAIC	Office Algérien Interprofessionnel des Céréales
EPE	Entreprises publiques économiques	OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
EUR	Euro	ONS	Office national des statistiques
EPT	Espace de programmation territorial	OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
FAO	Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture	PIB	Produit intérieur brut
FMI	Fonds Monétaire International	Pp	Points de pourcentage
FRR	Fonds de Régulation des Recettes	PSR	Programme spécial de refinancement
GNL	Gaz naturel liquéfié	TCEN	Taux de change effectif nominal
GPL	Gaz de Pétrole Liquéfié	TCER	Taux de change effectif réel
IDE	Investissement direct étranger	TTF	Facilité de transfert de titres
IRG	Impôt sur le revenu global	USD	Dollar des États-Unis
IPC	Indice des prix à la consommation		
IPP	Indices des prix à la production		
ISMEE	Industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques		
JODI	Initiative conjointe sur les données des organisations		

REMERCIEMENTS

Le présent rapport de suivi de de la situation de l'économie algérienne rend compte des principales évolutions et politiques économiques récentes. Il les replace dans un contexte global et de plus long terme, et évalue les conséquences de ces évolutions et changements de politiques pour les perspectives de l'Algérie. Le rapport s'adresse à un large public, notamment aux décideurs politiques, aux chefs d'entreprise, aux acteurs des marchés financiers et à la communauté des analystes et professionnels travaillant en/sur l'Algérie. Le rapport est organisé en deux chapitres. Le chapitre 1 présente les développements macroéconomiques en Algérie à la fin de l'année 2021 et au début de l'année 2022. Le chapitre 2 décrit les perspectives à court et moyen terme de l'économie algérienne. **La date limite pour la prise en compte des données et la préparation des prévisions était le 17 juin 2022.**

La préparation de ce « Rapport de Suivi de la Situation Economique » est le travail de la section Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA) du pôle d'expertise en Macroéconomie, commerce et investissement (MTI) du Groupe de la Banque mondiale. Il a été préparé par Cyril Desponte, Amel

Henider et Simon Ray, sous la direction d'Éric le Borgne et d'Abdoulaye Sy. Les auteurs tiennent à remercier Jesko Hentschel (Directeur Régional pour le Maghreb et Malte) et Emmanuel Cuveillier (Représentant Résident pour l'Algérie) pour leurs précieuses observations durant la révision de ce rapport, ainsi que Muna Abed Salim et Isabelle Poupaert pour leur soutien et leurs conseils durant la préparation de ce rapport. L'équipe de la Banque mondiale remercie particulièrement le Ministère des Finances et l'Office National des Statistiques de l'Algérie pour leurs commentaires sur le rapport avant la publication.

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans ce rapport sont celles du personnel de la Banque mondiale et ne reflètent pas nécessairement les vues de son Conseil d'administration ou des pays que celui-ci représente. Pour des informations sur la Banque mondiale et ses activités en Algérie, y compris des copies électroniques de la présente publication, veuillez consulter le site <https://www.banquemonde.org/fr/country/algeria>. Pour toute question ou observation sur le contenu de cette publication, veuillez prendre contact avec Cyril Desponte (cdesponte@worldbank.org) et Éric le Borgne (eleborgne@worldbank.org).

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le PIB a retrouvé son niveau prépandémie au quatrième trimestre 2021, malgré une baisse de l'investissement. La reprise a été portée par le secteur des hydrocarbures et un redressement plus marqué dans les services, malgré la baisse de l'activité agricole et une reprise incomplète dans le secteur manufacturier public. En année pleine, le PIB hors-hydrocarbures est demeuré à 1,6% en deçà de son niveau de 2019, tandis que le PIB des hydrocarbures s'en est approché (1% en deçà). La reprise des offres d'emploi s'est poursuivie mais est demeurée incomplète, et l'inflation a continué d'augmenter. Les autorités ont alors mis en œuvre un ensemble de mesures afin de limiter l'impact sur le pouvoir d'achat, ceci incluant l'introduction d'une allocation-chômage, la hausse du seuil d'assujettissement à l'impôt sur le revenu, et la hausse des salaires dans la fonction publique.

La hausse continue des prix mondiaux des hydrocarbures a cependant généré une nette amélioration des équilibres macroéconomiques. Le prix du pétrole algérien a gagné 50% durant les cinq premiers mois de l'année 2022, entraînant dans son sillage, bien qu'avec un délai, le prix à l'export du gaz algérien. Couplé à la hausse de la demande européenne en gaz et des quotas de production de l'OPEP, cette amélioration a contrebalancé la hausse des prix à l'importation, notamment des céréales, et effacé le déficit du compte courant, permettant une stabilisation relative des réserves de change. Néanmoins, le dinar a continué à se déprécier vis-à-vis du dollar US, mais s'est stabilisé face à l'Euro.

Le déficit budgétaire global s'est ainsi largement résorbé en 2021, passant de 12 à 7,2% du PIB. Au bond des recettes pétrolières s'est ajoutée une hausse modérée et transversale des recettes hors-pétrole. Les dépenses courantes ont augmenté suivant la hausse des transferts courants, mais l'absence de reprise de l'investissement public a limité le rebond des dépenses. La mise en œuvre du programme de rachat de créances des entreprises publiques a fait grimper l'endettement, de 51 à 63% du PIB. En outre, la politique monétaire est demeurée accommodante et la liquidité bancaire est remontée, suivant les recettes d'exportation. La croissance du crédit au secteur privé est demeurée atone, et les crédits bancaires à l'État ont dépassé ceux aux entreprises privées.

La reprise graduelle de l'activité devrait se poursuivre en 2022, et les prix élevés des hydrocarbures permettre un surplus du compte courant. L'activité du secteur des hydrocarbures devrait continuer de soutenir la croissance, et l'activité dans les secteurs hors-hydrocarbures retrouver son niveau prépandémie. La reprise de l'investissement pourrait cependant être plus marquée que celle de la consommation. Les exportations d'hydrocarbures devraient demeurer à un niveau élevé, générant un surplus du compte courant et une hausse marquée des recettes budgétaires qui, dans l'hypothèse d'une politique de dépense prudente, permettrait de rapprocher le solde global du Trésor de l'équilibre. En 2023 et 2024, la baisse des prix et volumes d'exportation d'hydrocarbures devrait cependant

entraîner une détérioration graduelle des équilibres extérieurs et budgétaires.

Les principaux risques aux perspectives macroéconomiques émanent des fluctuations sur le marché des hydrocarbures, soulignant le rôle crucial de la mise en œuvre du programme de réforme du Gouvernement. Les équilibres macroéconomiques restent tributaires des fluctuations des prix mondiaux du pétrole, hautement volatils, dans un contexte d'incertitude autour de l'évolution de la

guerre en Ukraine et de la dynamique de l'économie mondiale. Ainsi, le rythme et la durabilité de la reprise dépendra de l'impact du programme de réforme sur la capacité du secteur privé à soutenir la croissance. Comme ailleurs, l'inflation est aussi devenue un sujet de préoccupation croissant en Algérie. En outre, des politiques budgétaires et monétaires prudentes (à moyen terme), ainsi que des réformes favorisant un plus grand degré de compétition (à plus long terme) contribueraient à limiter les pressions inflationnistes.



EXECUTIVE SUMMARY

GDP returned to its pre-pandemic level in the fourth quarter of 2021, despite a drop in investment. The recovery was driven by the hydrocarbon sector and a stronger recovery in the services sector, despite a drop in agricultural activity and incomplete recovery in the public manufacturing sector. On a full year basis, non-hydrocarbon GDP remained 1.6 percent below its 2019 level, while hydrocarbon GDP approached this level (1 percent below). The recovery in employment opportunities continued but remained incomplete, and inflation continued to rise. In response, the authorities implemented a set of measures to limit the impact on purchasing power, including the introduction of unemployment benefits, an increase in the threshold for income tax liability, and higher salaries in the civil service.

The continued rise in global hydrocarbon prices has led to a marked improvement in macroeconomic balances. The price of Algerian oil increased by 50 percent over the first five months of 2022, pulling in its wake—albeit with a delay—the export price of Algerian gas. Coupled with the rise in European gas demand and OPEC production quotas, this improvement offset the rise in import prices, especially of cereals, and erased the current account deficit, thus permitting a relative stabilization of foreign currency reserves. Nevertheless, the dinar continued to depreciate against the US dollar while stabilizing against the euro.

The overall budget deficit narrowed in 2021, from 12 to 7.2% of GDP. In addition to the

jump in oil revenues, there was a moderate and cross-cutting increase in non-oil revenues. Current spending increased following the rise in current transfers, but the lack of recovery in public investment limited the rebound in spending. The implementation of the debt buyback program for state-owned enterprises increased public debt, from 51 to 63% of GDP. Monetary policy remained accommodative, and bank liquidity recovered in line with export earnings. Credit growth to the private sector remained sluggish, and bank credit to the Treasury exceeded that to private businesses.

The recovery in economic activity is expected to continue in 2022, while high hydrocarbon prices generate a current account surplus. Activity in the hydrocarbon sector should continue to support growth, and activity in the non-hydrocarbon sectors will return to its pre-pandemic level. However, the recovery in investment could be more marked than that in consumption. Hydrocarbon exports are expected to remain at a high level, generating a current account surplus and a marked increase in fiscal revenues, which, assuming a prudent spending policy, should bring the overall budget deficit closer to balance. However, a fall in hydrocarbon export prices and volumes in 2023 and 2024 may lead to a gradual deterioration in external and budget balances.

The main risks to the macroeconomic outlook arise from fluctuations in global hydrocarbon prices, underscoring the crucial role of the implementation of the Government's reform program. Macroeconomic balances remain dependent

on fluctuations in highly volatile world oil prices in a context of uncertainty surrounding the evolution of the war in Ukraine and the dynamics of the global economy. This means that the pace and sustainability of the recovery will depend on the impact of the reform program on the ability of the private sector to sustain

growth. As elsewhere, inflation has also become a growing concern in Algeria, and prudent budgetary and monetary policies (in the medium term), as well as reforms favoring a greater degree of competition (in the longer term) will contribute to limiting inflationary pressures.

ملخص وافٍ

الإجمالي. وأدى تنفيذ برنامج إعادة شراء ديون الشركات العمومية إلى زيادة المديونية، من 51% إلى 63% من إجمالي الناتج المحلي. كما بقيت السياسة النقدية ذات طبيعة تيسيرية وانتعشت السيولة المصرفية مع انتعاش الصادرات، إلا أن نمو الائتمان للقطاع الخاص ظل بطيئاً، وتجاوز الائتمان المصرفي المقدم للحكومة الائتمان المقدم للشركات الخاصة.

من المتوقع أن يستمر الانتعاش الاقتصادي في عام 2022، وسيسمح ارتفاع أسعار النفط والغاز بفوائض في المالية العامة و الحساب الجاري. من المتوقع أن يستمر نشاط القطاع الهيدروكربوني في دعم النمو، وسيعود النشاط في القطاعات غير الهيدروكربونية إلى مستوى ما قبل الجائحة. ومع ذلك، يمكن أن يكون الانتعاش في الاستثمار ملحوظاً بدرجة أكبر من ذلك في الاستهلاك. ومن المتوقع أن تظل الصادرات الهيدروكربونية عند مستوى مرتفع، مما سيولد فائضاً في الحساب الجاري، وزيادة ملحوظة في الإيرادات المالية بحيث ستجعل رصيد المالية العامة قريباً من التوازن إذا ما اقترن بسياسة إنفاق حذيفة. أما إذا حدث انخفاض في أسعار الصادرات الهيدروكربونية أو في أحجامها خلال عامي 2023 و2024، فسوف يؤدي ذلك إلى تدهور تدريجي في الحسابين الخارجي والمالية العامة.

تتمثل المخاطر الرئيسية التي تهدد آفاق الاقتصاد الكلي في تقلبات أسعار النفط والغاز عالمياً، مما يؤكد أهمية تنفيذ برنامج الإصلاح الحكومي. لا تزال موازين الاقتصاد الكلي تعتمد على تقلبات أسعار النفط العالمية وعلى حالة عدم اليقين المحيطة بتطورات الحرب في أوكرانيا وديناميكيات الاقتصاد العالمي. وبالتالي، فإن وتيرة الانتعاش واستدامته ستعتمد على تأثير برنامج الإصلاح وقدرة القطاع الخاص على استدامة النمو. وكما هو الحال في أي مكان آخر، أصبح التضخم مصدر قلق متزايد في الجزائر. بالإضافة إلى ذلك، فإن السياسات المالية والنقدية الحكيمة (على المدى المتوسط) والإصلاحات التي تميل نحو إيجاد درجة أكبر من المنافسة (على المدى الطويل) ستساعد في الحد من الضغوط التضخمية.

ع اد إجمالي الناتج المحلي غير الهيدروكربوني إلى مستواه المسجل فيما قبل جائحة كورونا في الربع الأخير من عام 2021، على الرغم من انخفاض الاستثمار. وكان الانتعاش مدفوعاً بقطاع الهيدروكربونات مع انتعاش أقوى في قطاع الخدمات، على الرغم من تراجع النشاط الزراعي والانتعاش غير الكامل في قطاع الصناعة العمومية. أما عند قياسه على مدار العام بأكمله، فقد ظل إجمالي الناتج المحلي غير الهيدروكربوني أقل من مستواه لعام 2019 بنسبة 1.6%، في حين اقترب منه إجمالي الناتج المحلي الهيدروكربوني (1% أقل). كما استمر الانتعاش في فرص العمل لكنه ظل غير مكتمل، واستمر التضخم أيضاً في الارتفاع. الأمر الذي أدى إلى اتخاذ السلطات مجموعة من الإجراءات للحد من التأثير على القوة الشرائية، بما في ذلك إطلاق برنامج منحة البطالة، ورفع الحد الأدنى للإعفاء من ضريبة الدخل، وزيادة رواتب الوظائف العمومي.

ومع ذلك، أدى الارتفاع المستمر في أسعار النفط والغاز عالمياً إلى حدوث تحسن ملحوظ في موازين الاقتصاد الكلي. فقد ارتفع سعر النفط الجزائري بنسبة 50% خلال الأشهر الخمسة الأولى من عام 2022، مما أدى إلى ارتفاع أسعار تصدير الغاز الجزائري، وإن كان مع بعض التأخير. إلى جانب ذلك، ارتفع الطلب الأوروبي على الغاز وخصص إنتاج أوبك، الأمر الذي أدى إلى تعويض الارتفاع في أسعار الواردات، وخاصة الحبوب، والتخلص من عجز الحساب الجاري، مما سمح بالاستقرار النسبي لاحتياطات العملات الأجنبية. ومع ذلك، استمر الدينار في الانخفاض مقابل الدولار الأمريكي، لكنه استقر مقابل اليورو.

وبالتالي، انخفض العجز الكلي في الميزانية إلى حد كبير في عام 2021، من 12% إلى 7.2% من إجمالي الناتج المحلي. فبالإضافة إلى القفزة في الإيرادات النفطية، كانت هناك زيادة معتدلة في جميع بنود الإيرادات غير النفطية. كما زاد الإنفاق الجاري في أعقاب الزيادة في التحويلات الجارية، لكن عدم انتعاش الإنفاق الاستثماري حد من انتعاش الإنفاق



DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

L'activité hors-hydrocarbures a poursuivi une reprise graduelle au deuxième semestre 2021

Le PIB hors-hydrocarbures a retrouvé son niveau prépandémie au quatrième trimestre 2021, malgré une baisse de l'investissement. En 2021, la consommation privée a graduellement retrouvé son niveau de 2019 (+0,6%) malgré les effets de la hausse des prix sur la consommation réelle des ménages. Il en a été de même pour l'investissement (+0,2%), malgré une baisse au dernier trimestre 2021 (-4,6% en g.a.), cohérente avec l'absence de reprise de l'investissement public. En outre, les autorités ont nommé un Médiateur de la République en charge de permettre le déblocage des projets d'investissement en souffrance.¹ La variation des stocks est restée nulle en 2021, la baisse du quatrième trimestre effaçant une modeste progression en début d'année.² En année pleine, le PIB hors-hydrocarbures est cependant demeuré 1,6% en deçà de son niveau de 2019. Les données d'éclairage nocturne confirment cette reprise dans le segment hors-hydrocarbures de l'économie en 2021, plus

marquée dans la région Nord-Ouest, et plus nette au T3. Ces mêmes données suggèrent cependant un ralentissement transversal de l'activité au T1-2022, plus marquée dans la région Nord-Centre (Figures 1 et 2).

La reprise de l'activité au T4-2021 a été transversale, nonobstant la baisse du PIB agricole.

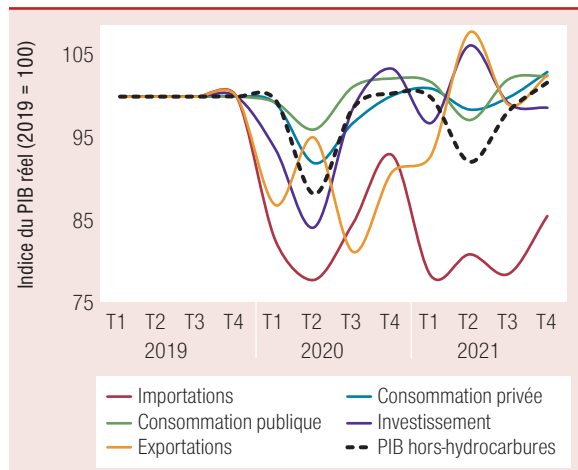
Dans un contexte marqué par une faible pluviométrie, le PIB agricole a diminué (-1,3%) en 2021, porté notamment par une faible récolte céréalière.³ Après une forte dynamique au T3, la modération de l'investissement au T4 a contribué à celle du secteur de la construction et

¹ Selon le Gouvernement, 861 projets d'investissement auraient fait l'objet d'une intervention, permettant la levée des obstacles à leur mise en œuvre (APS, 8 mai 2022).

² Ainsi, la variation des stocks est passée de 6% du PIB en 2019, à 3% en 2020, et à 0% en 2021. Cela pourrait en partie expliquer l'absence de reprise des importations.

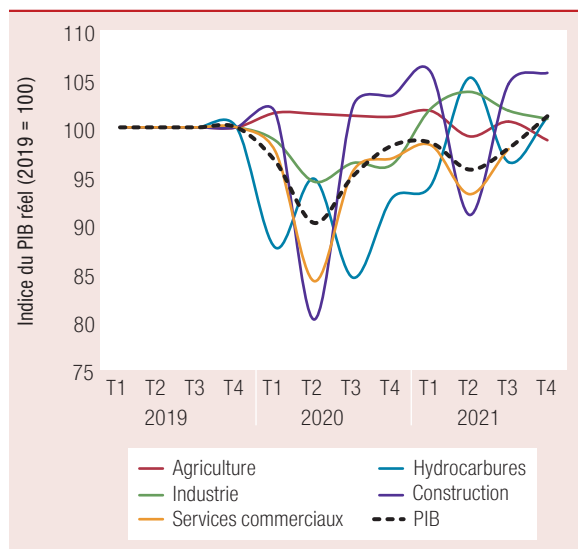
³ Selon le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, l'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (OAIC) a rapporté des récoltes totalisant 13 millions de quintaux (Mqx) de céréales en 2021, contre une moyenne de 53 Mqx entre 2017 et 2019.

FIGURE 1 • La consommation privée et l'investissement ont retrouvé leurs niveaux prépandémie en 2021



Source : Office National des Statistiques (ONS) et estimations de la Banque mondiale.
 Note : Les indices montrent le niveau du PIB à prix constants par secteur, relativement à son niveau du trimestre correspondant en 2019. Ils sont obtenus en appliquant successivement les taux de croissance réels trimestriels de l'ONS pour 2020 et 2021 à une base de 100 en 2019.

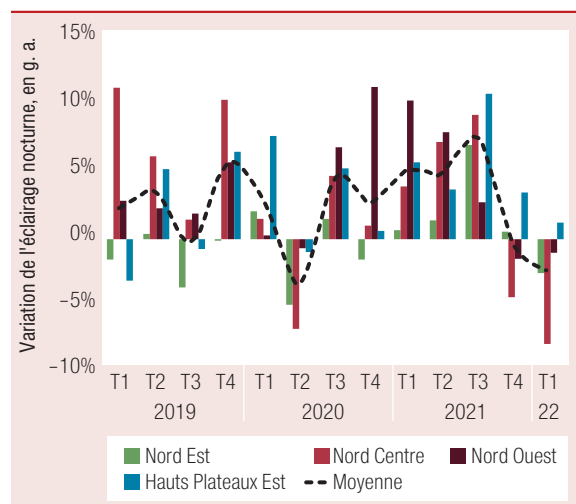
FIGURE 3 • La reprise a été davantage marquée dans les secteurs industriels et de la construction...



Source : ONS, estimations de la Banque mondiale.

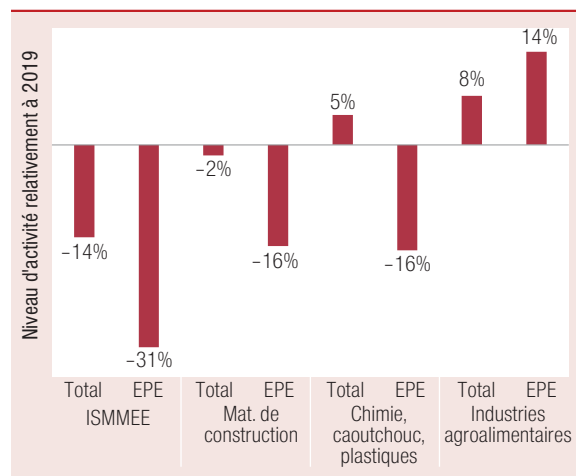
du secteur industriel. Ces derniers ont ainsi excédé leur niveau d'activité de 2019. La reprise industrielle a cependant été moins marquée dans le secteur public qui, exception faite des industries agroalimentaires, a moins bien performé que le reste de l'économie, et n'a pas connu de reprise marquée au deuxième semestre. En

FIGURE 2 • Après une reprise plus marquée en 2021, l'activité a semblé ralentir



Source : Earth Observation Group, estimations de la Banque mondiale.
 Note : Les quatre Espaces de Programmation Territoriale (EPT) excluent les wilayas produisant des hydrocarbures ainsi que les zones des usines pétrochimiques d'Arzew et de Skikda. Ces quatre EPT regroupent 80% de la population algérienne, d'après le dernier recensement (2008).

FIGURE 4 • ...mais demeurée largement incomplète dans le secteur public manufacturier



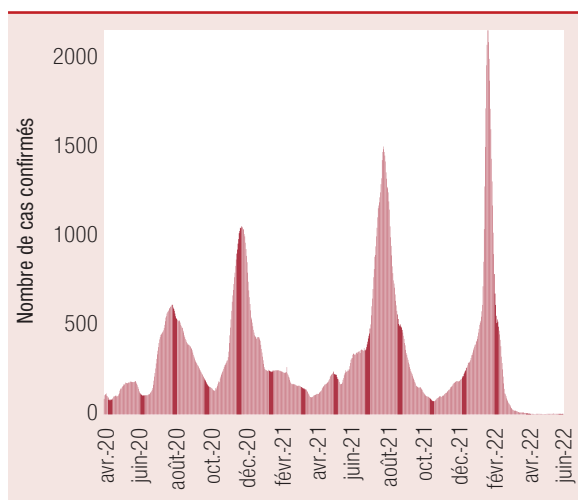
Source : ONS et estimations de la Banque mondiale.
 Note : L'activité totale utilise le PIB réel de l'année 2021, l'activité des entreprises publiques économiques (EPE) utilise l'indice de la production industrielle sur l'année 2021.

cohérence avec l'absence de reprise marquée de l'investissement public, les performances des industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques (ISMMEE), dont l'activité est majoritairement le fait des entreprises publiques, ont été particulièrement décevantes (-14,5% relativement à 2019).

ENCADRÉ 1 : DERNIERS DÉVELOPPEMENTS RELATIFS À LA PANDÉMIE DU COVID-19

Comme ailleurs dans la région MENA, le passage de la vague Omicron en Algérie a généré un pic d'infections à la COVID-19 en janvier 2022. Au préalable, le rythme de la campagne de vaccination avait ralenti, le nombre de personnes ayant reçu deux doses de vaccins contre la COVID-19 étant passé de 9,2% à la fin septembre 2021 à 12,8% à la fin décembre 2021 et à 14,8% au mois d'avril 2022.^a En outre, les dernières restrictions sur la mobilité, les rassemblements et l'activité ont été levées au début du mois de décembre 2021. Le nombre de cas confirmé d'infections à la COVID-19 a cependant bondi entre décembre et février, atteignant un pic à la fin janvier 2022, faisant grimper le nombre des hospitalisations.^b Ainsi, les autorités ont choisi de devancer, puis d'allonger, les vacances scolaires d'hiver, afin de rompre la chaîne des contaminations dans le milieu scolaire. En mai 2022, les cas de contamination sont retombés à leur niveau le plus bas depuis le début de la pandémie.

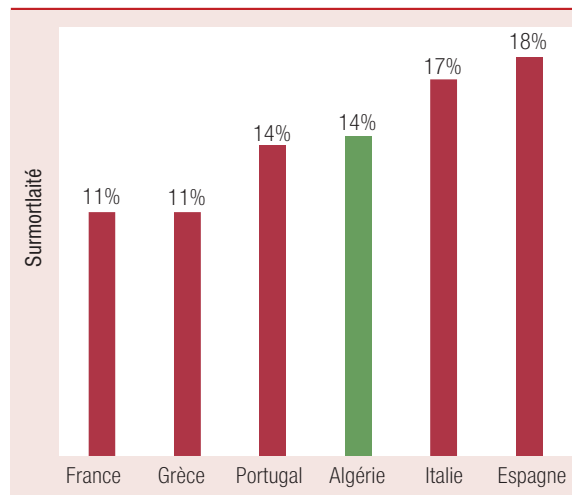
FIGURE 5 • Comme ailleurs dans la région, les contaminations ont atteint un pic en janvier 2022



Source : Université Johns Hopkins.

Note : Les données sont présentées en moyenne mobile sur 7 jours.

FIGURE 6 • En 2020, la surmortalité en Algérie a été comparable à celle de la région



Source : Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), Office National des Statistiques (ONS), estimations de la Banque mondiale.

Note : L'ONS a recensé 236,000 décès en 2020, soit 14,4% de plus qu'une prévision contrefactuelle basée sur la tendance des 10 dernières années. La mortalité a culminé en juillet/août, puis en novembre/décembre, au moment des pics d'infection à la COVID-19.

^a Le taux de vaccination n'étant pas rapporté en continu, les données présentées font référence au 25 septembre, au 21 décembre, et au 24 avril, respectivement.

^b APS (12 janvier 2022).

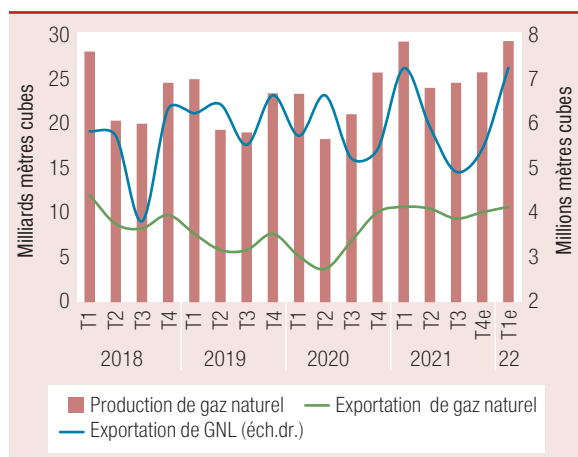
Enfin, en 2021, l'activité commerciale a retrouvé son niveau de 2019, et le secteur des services a été le premier contributeur à la croissance du PIB hors-hydrocarbures. La reprise du secteur est néanmoins demeurée incomplète, lestée par le secteur des hôtels, cafés et restaurants (-31% relativement à 2019) et celui des transports et de la communication (-2,9%). (Figures 3 et 4).

La croissance du PIB a été soutenue par la production et les exportations d'hydrocarbures

La hausse de la production d'hydrocarbures s'est poursuivie au T1-2022, permettant une augmen-

tation modérée des volumes exportés. Après un troisième trimestre exceptionnel, la production de gaz naturel s'est maintenue à son niveau élevé de 2020 au T4-2021 et au T1-2022, dans un contexte de hausse marquée de la demande européenne, antérieure à la crise russo-ukrainienne. Les exportations ont ainsi égalé leur niveau élevé de 2020. En avril 2022, la production de pétrole brut a excédé le million de baril par jour (mb/j), s'approchant de son niveau pré-pandémie. Les exportations pétrolières ont ainsi progressé, demeurant cependant en-deçà de leur niveau pré-pandémie, la reprise de la consommation intérieure contrebalançant la levée graduelle des quotas de production de l'OPEP+. Dans le même temps, les volumes d'ex-

FIGURE 7 • Le niveau élevé de production et d'exportation de gaz s'est maintenu...



Source : Banque d'Algérie (BdA), Joint Organisation Data Initiative (JODI), estimations de la Banque mondiale.

Note : Les exportations de gaz naturel et de GNL au T4-2021 et au T1-2022 sont estimées à l'aide des données mensuelles de production de GNL et d'exportations de gaz naturel par pipeline, respectivement.

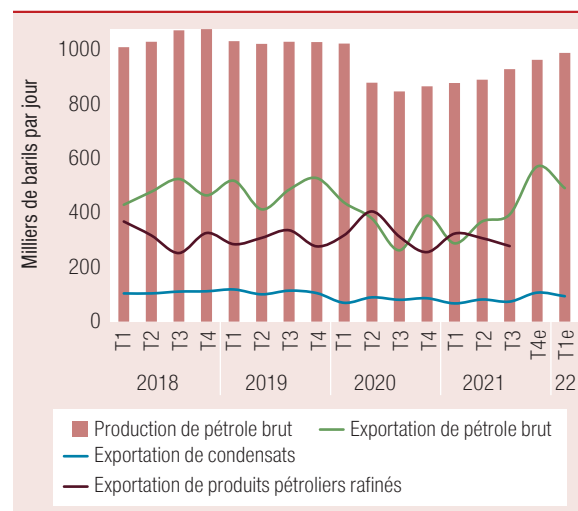
portation de gaz de pétrole liquéfié, de condensats, de produits pétroliers raffinés et de gaz naturel liquéfié sont demeurés relativement stables. (Figures 7 et 8).

Le déficit du compte courant s'est résorbé sous l'impulsion des recettes d'exportation

Les recettes d'exportations ont augmenté de 76% en 2021, principalement du fait de la hausse des prix mondiaux des hydrocarbures.

De janvier à septembre 2021, les prix d'exportation du gaz naturel algérien ont augmenté de 29%, contre 64% pour le prix de référence du gaz européen,⁴ du fait de la part de contrats arrimés aux prix du pétrole avec un délai dans les exportations algériennes (voir annexe 1). Sur la même période, les prix du pétrole brut et raffiné, des condensats, du GPL et du GNL ont gagné entre 37% et 42%.⁵ Combiné avec la hausse des quantités exportées, notamment de gaz naturel et de pétrole brut, les exportations d'hydrocarbures ont augmenté de 70% en 2021, atteignant \$34,1 milliards. Cette tendance a été renforcée par la hausse des exportations hors-hydrocarbures (+136% en 2021), atteignant \$4,5 milliards, soit 12% des exportations de biens.⁶ (Figures 9 et 10).

FIGURE 8 • ...tandis que le secteur pétrolier a poursuivi une reprise graduelle.



Source : BdA, Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), Bloomberg, estimations de la Banque mondiale.

Note : Les exportations au T4-2021 et au T1-2022 sont estimées à l'aide des données mensuelles d'exportations par bateau pétrolier.

Les importations se sont maintenues à un niveau modéré, malgré la hausse du prix des biens importés. La facture d'importation de produits alimentaires de l'Algérie a augmenté en 2021, la faible pluviométrie ayant notamment fait augmenter les besoins en importations céréalières, et le prix du blé, du sucre et des produits laitiers ayant bondi sur les marchés internationaux en fin d'année.⁷ Dans le même temps, la reprise attendue des importations hors-produits alimentaires n'a pas eu lieu, du fait de la reprise modérée de la consommation et l'investissement domestique, de la dépréciation du dinar, et de la mise en œuvre continue de mesures de réduction des importations.⁸ En outre,

⁴ Gaz naturel européen TTF (Pays-Bas).

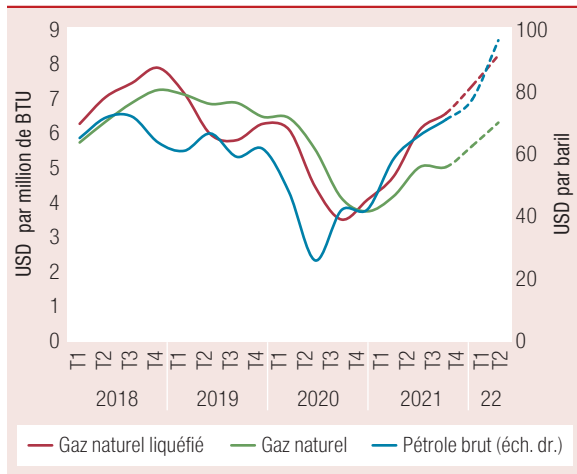
⁵ En 2021, les exportations algériennes des hydrocarbures en valeur étaient composées à 27% de pétrole brut, à 24% de produits pétroliers raffinés, à 23% de gaz naturel, à 10% de GNL, 10% de GPL et 6% de condensats.

⁶ Soit un plus haut historique.

⁷ En 2021, les importations alimentaires de l'Algérie étaient composées pour 46% de produits céréalières (35% en 2020), 14% de produits laitiers (19% en 2020) et 11% de sucre et produits sucrés (10% en 2020). Les autorités ont cependant maintenu leur programme d'achat de blé en 2021 et 2022, malgré la hausse des prix.

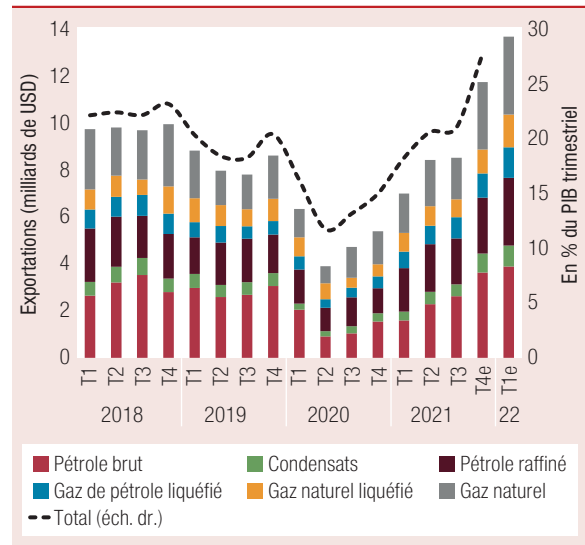
⁸ Voir Banque mondiale, Rapport de suivi de la situation économique, automne 2021 (Tableau 1).

FIGURE 9 • Les prix à l'exportation des hydrocarbures ont bondi...



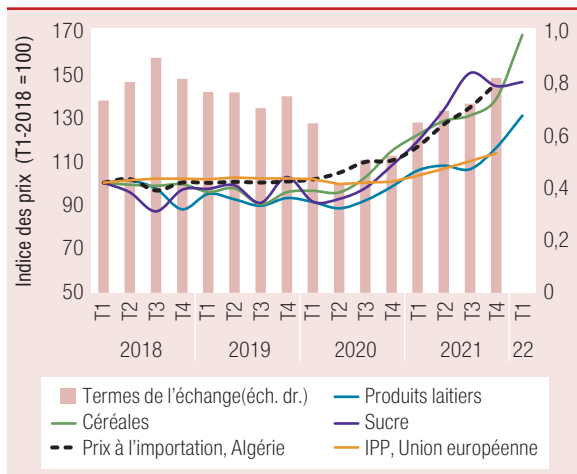
Source : BdA, estimations de la Banque mondiale.
 Note : Les prix à l'exportation du pétrole brut, des condensats et des produits pétroliers ont des taux de corrélation entre 93 et 98%. Les prix du gaz de pétrole liquéfié ont des évolutions similaires, bien que moins marquées. Les courbes en pointillé sont des estimations.

FIGURE 10 • ...et les exportations ont atteint un sommet inégalé depuis 2014



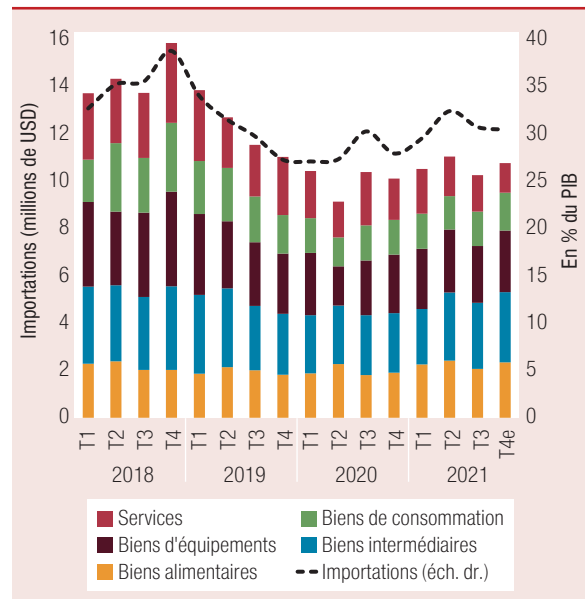
Source : BdA, JODI, Bloomberg, estimations de la Banque mondiale pour le T4-2021 et le T1-2022.

FIGURE 11 • La forte augmentation des prix à l'import a été surcompensée par celle des prix à l'export...



Source : Les termes de l'échange correspondent au ratio des prix à l'exportation aux prix à l'importation (FMI). L'indice des prix à l'importation pour l'Algérie correspond à l'indice des valeurs unitaires (IVU) de l'ONS. IPP = Indice des prix à la production (OCDE). Les prix des biens alimentaires sont extraits des données globales de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Note : Les IVU étant basés sur les données des Douanes, elles incorporent également la hausse des prix du transport et de la logistique.

FIGURE 12 • ...et compensée par une baisse des volumes d'importation



Note : Les biens de consommation excluent les produits alimentaires. Source : BdA, estimations de la Banque mondiale.

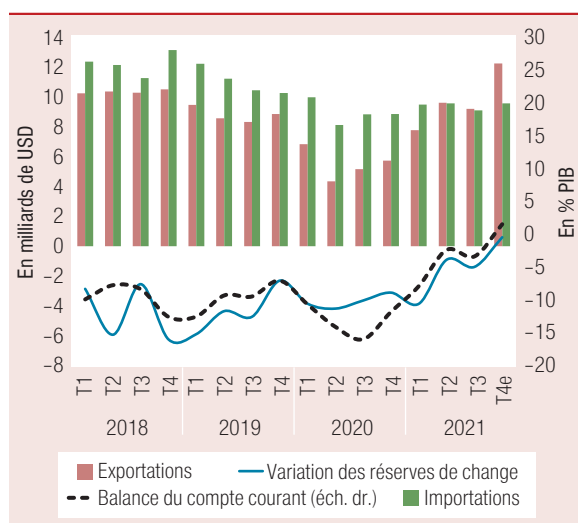
les autorités ont élargi la liste des produits soumis aux droits additionnels provisoires de sauvegarde, qui passe de 992 à 2608 produits⁹ et ont limité l'importation pour revente en l'état.¹⁰ (Figures 11 et 12).

L'amélioration sensible des termes de l'échange et la stagnation des importations

⁹ Selon le Ministère du Commerce, l'examen des demandes de protection a permis d'établir cette nouvelle liste, qui inclut des taux réduits pour les pays ayant une convention commerciale préférentielle avec l'Algérie. (APS, 7 janvier 2022).

¹⁰ Le Ministère du Commerce a annoncé la suspension de la domiciliation bancaire pour l'importation des produits

FIGURE 13 • Le déficit du compte courant s'est résorbé...



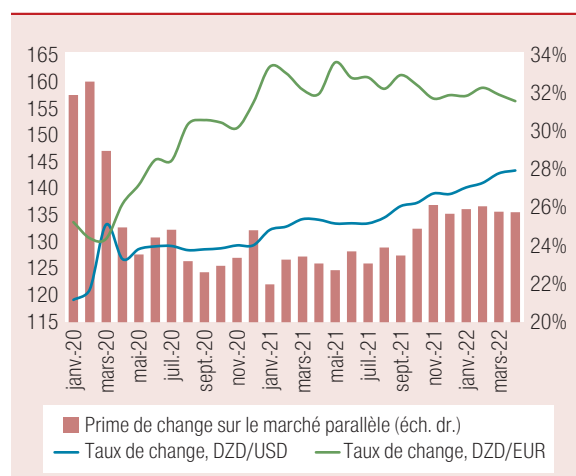
Source : BdA, Fonds Monétaire International (FMI) et oilprice.com, estimations de la Banque mondiale.

ont conduit à un surplus du compte courant au T4-2021 et à la stabilisation des réserves de change. En 2021, l'augmentation des prix à l'exportation a dépassé celle des prix à l'importation, et généré une amélioration notable des termes de l'échange de l'Algérie.¹¹ Ajoutés à la remontée rapide des exportations et à la stagnation des importations, celle-ci a permis le passage d'un déficit du compte courant de \$3 milliards au T1-2021 (7,8% du PIB) à un surplus de \$737 millions au T4-2021 (autour de 1,6% du PIB).

Le déficit annuel du compte courant s'est ainsi réduit considérablement, passant de \$20 milliards en moyenne en 2016-2020 (soit 12,9% du PIB), à \$4,8 milliards en 2021 (autour de 2,9% du PIB). Par conséquent, les réserves de change sont passées de \$46,9 milliards fin-2020 à \$41,4 milliards fin 2021¹² (11 mois d'importations de biens et services) puis demeurées stables, atteignant \$41,5 milliards à la fin-mars 2022.

En dépit d'une amélioration significative des équilibres extérieurs, la dépréciation du dinar vis-à-vis le dollar américain s'est poursuivie. Entre juin 2021 et juin 2022, le dinar s'est déprécié de 8% relativement au dollar US. La dépréciation de l'Euro vis-à-vis le dollar américain au S2-2021 a néanmoins mené à une stabilisation du taux de change Euro-Dinar, et dans le contexte de la guerre en Ukraine

FIGURE 14 • ...mais le taux de change dinar/dollar a continué de glisser



Source : BdA, dzairdaily.com, forexalgerie.com, estimations de la BM.
 Note : La prime de change correspond à la moyenne du ratio entre le taux de change du marché parallèle des devises et le taux de change officiel, pour l'Euro et pour le dollar.

et de la chute de l'Euro, à une appréciation relative du dinar durant les 6 premiers mois de 2022.¹³ Les exportations d'hydrocarbures étant libellées en dollar, et les importations provenant principalement d'Europe et de Chine, les mouvements relatifs de taux de change ont ainsi participé à une amélioration des termes de l'échange de l'Algérie (Figures 13 et 14).

et marchandises destinées à la revente en l'état, pour les importateurs n'ayant pas modifié les extraits de leurs registres de commerce conformément à nouveau décret exécutif régissant cette activité. (APS, 1 septembre 2021) Par la suite, une obligation de justifier l'absence de production locale a été imposée pour ces mêmes types de produits. (APS, 26 avril 2022)

¹¹ Selon l'ONS, les prix à importation ont augmenté de 23% en 2021, contre 68% pour les prix à l'exportation.

¹² Excluant les droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI. En août 2021, l'Algérie a converti \$2,7 milliards de dollars de son allocation additionnelle de DTS en réserves de change additionnelles.

¹³ En outre, le taux de change effectif nominal a connu une dépréciation modérée en 2021 (+0,1%) et au T1-2022 (+0,3%). Compte tenu du niveau d'inflation, le taux de change effectif réel a quant à lui enregistré une dépréciation marquée en 2021, mais une appréciation au T1-2022 (-1%), compte tenu de la chute de la valeur de l'Euro. (Données FMI).

Les équilibres budgétaires se sont nettement améliorés, soutenus par les recettes des hydrocarbures

Le solde global du Trésor s'est largement résorbé en 2021 et a pu être financé via les émissions obligataires domestiques. Porté par le sursaut des recettes d'hydrocarbures, et l'absence d'une reprise marquée des dépenses, le solde global du Trésor est passé d'un déficit de 12% du PIB en 2020 à un déficit autour de 7,2% du PIB pour 2021. La mise en œuvre du programme de rachat de créances des entreprises publiques économiques (EPE) a cependant contribué la majeure partie d'une hausse de DZD 3.900 milliards (\$26,8 milliards) de l'endettement du Trésor auprès des banques en 2021, permettant de financer le rachat des dettes aux banques, de financer le déficit global du Trésor, et d'augmenter l'épargne publique.¹⁴ Ce faisant, la dette publique est passée de 50,7% du PIB fin-2020, à une estimation de 63% du PIB fin-2021.¹⁵

Les recettes budgétaires ont augmenté de 17% en 2021, portées par le bond des recettes d'exportation des hydrocarbures. Les recettes des hydrocarbures ont augmenté de 36%, sous le

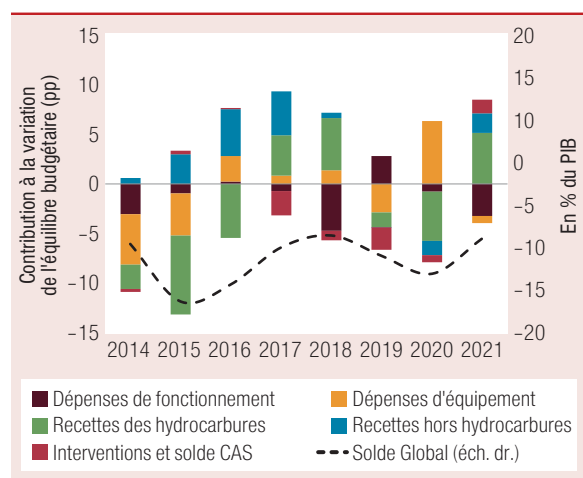
coup de la montée des prix du pétrole, de la reprise des exportations et de la dépréciation continue du dinar vis-à-vis le dollar américain.¹⁶ Les recettes hors-pétrole ont quant à elles augmenté de 6,8%, la reprise de l'activité favorisant une hausse des recettes de l'impôt sur le revenu, de la TVA et de la taxe sur les produits pétroliers, à laquelle s'est ajoutée une hausse

¹⁴ Le programme de rachat de créances (crédits syndiqués) a consisté en une substitution de ces créances par des bons du Trésor sur le bilan des banques publiques, faisant ainsi augmenter l'endettement public. Ces titres pouvaient ensuite être présentés à la BdA, et échangés contre des liquidités dans le cadre du programme spécial de refinancement, lesquelles étaient partiellement réinvesties dans les bons du Trésor. Le PSR (règlement 21-02 du 10 juin 2021) et – implicitement – le programme de rachat de créances ont un plafond de 2.100 milliards DZD. Sur ce montant, DZD 1.680 avaient été utilisés en novembre 2021. Voir également Banque mondiale, Rapport de suivi de la situation économique en Algérie, automne 2021 (Figure 13).

¹⁵ Excluant les garanties. En incluant les garanties, la dette publique est passée de 51,7% du PIB fin-2020 à 63% fin 2021.

¹⁶ Les exportations d'hydrocarbures étant libellées en USD, une dépréciation relative du dinar augmente les recettes d'hydrocarbures en dinars.

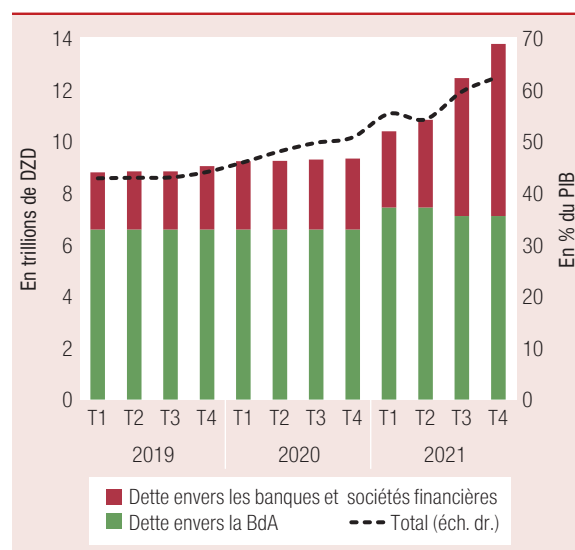
FIGURE 15 • Le solde du Trésor s'est fortement réduit, sous l'impulsion des recettes pétrolières



Source : Ministère des Finances, estimations de la BM.

Note : Une contribution positive au solde global du Trésor signifie soit une augmentation des recettes, soit une diminution des dépenses. « Interventions et solde CAS » = Interventions du Trésor, et variation du solde des comptes d'affectation spéciaux.

FIGURE 16 • Le programme de rachat des créances a fait bondir la dette publique



Source : BdA, FMI.

Note : La dette est rapportée à un PIB glissant sur 4 trimestres.

marquée des dividendes de la BdA. Cette embellie a été partiellement contrebalancée par la stagnation des produits des douanes, suivant celle des volumes d'importations, et de la chute marquée des recettes de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (-16%), du fait des conséquences de la COVID-19 sur les profits des entreprises, et des mesures d'allègement fiscal en soutien à celles-ci.¹⁷ Somme toute, les recettes fiscales demeurent 2,9% en deçà de leur niveau prépandémie.

Par ailleurs, l'investissement public n'a pas connu de reprise marquée. Les dépenses publiques ont augmenté de 7,6% en 2021, principalement du fait de la hausse des dépenses courantes (+8,7%), portées par une hausse marquée des transferts courants (+18%). Dans le même temps, les dépenses d'équipement ont augmenté de 4,8% en 2021 après une chute de 34% en 2020, demeurant ainsi 30% en deçà de leur niveau prépandémie (Figures 15 et 16).

La liquidité bancaire s'est rétablie, sans générer de reprise marquée du crédit au secteur privé

La liquidité bancaire est remontée, soutenue par une politique monétaire accommodante et la hausse des recettes des hydrocarbures. La remontée des exportations d'hydrocarbures a permis une forte

augmentation de la liquidité bancaire, M2 augmentant de 13,6% en 2021. Après avoir connu un pic durant la crise du COVID-19 (+14,3%),¹⁸ la croissance de la monnaie en circulation a ralenti en 2021 (+8,6%). La hausse de la liquidité a également été soutenue par le maintien des mesures d'assouplissement prudentiel et monétaire décidées durant la crise du COVID-19, incluant la baisse du ratio de réserves obligatoires, du taux directeur,¹⁹ du coefficient de liquidité, des réserves de liquidité, le relèvement du seuil de refinancement des titres publics, le rééchelonnement avec prolongation des bonifications d'intérêt des passifs existants, la satisfaction totale des besoins de refinancement des débiteurs existants et la prolongation de la période de refinancement.²⁰

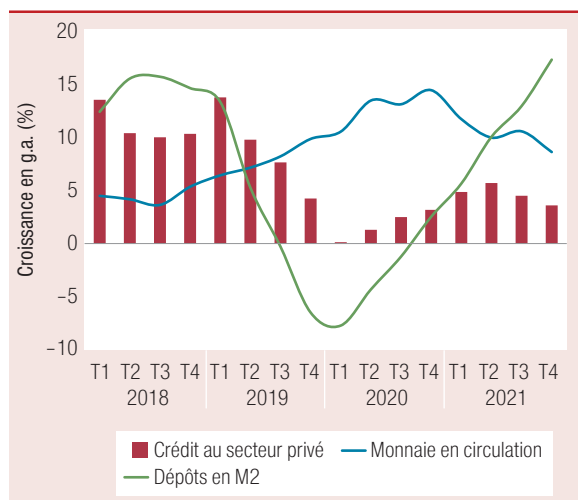
¹⁷ La chute plus marquée de l'activité dans les entreprises publiques, cumulée au plus fort degré de formalisation de celles-ci, peut également expliquer l'ampleur de cette chute.

¹⁸ Des retraits simultanés des particuliers durant la crise du COVID-19 ont en effet contribué à cette hausse sensible de la monnaie en circulation, et ce alors que les banques avaient vu le niveau obligatoire de leur capital social et les passifs au Trésor augmenter, exacerbant la situation de liquidité des banques.

¹⁹ Le taux de réescompte de la Banque d'Algérie, fixé à 4% de 2004 à 2016, puis à 3,5%, avait été abaissé à 3,25% en mars 2020, et à 3% en avril 2020.

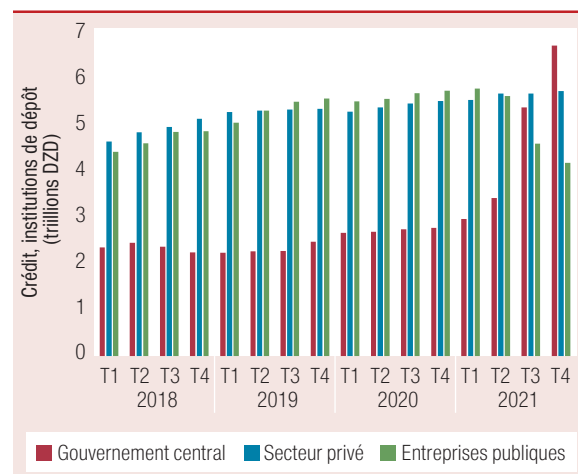
²⁰ Voir également Banque mondiale, Bulletin de conjoncture Algérie, printemps 2021 (Tableau 2).

FIGURE 17 • La liquidité bancaire a rebondi, sans générer de sursaut du crédit au secteur privé



Source : FMI.

FIGURE 18 • Les prêts bancaires à l'État dépassent désormais ceux au secteur privé et aux EPE



Source : FMI.

Note : Les données excluent les prêts de la Banque d'Algérie.

La croissance du crédit au secteur privé est cependant demeurée atone, et les crédits à l'État ont dépassé les crédits au secteur privé et ceux aux EPE. Au deuxième semestre 2021, les créances du secteur bancaire envers l'État ont près de doublé (+DZD 3.258 milliards), tandis que celles envers les entreprises publiques ont diminué de 26% (-DZD 1.431 milliards), au fil de la mise en œuvre du programme de rachat de créances. Ainsi, en décembre 2021, le crédit bancaire (excluant la BdA) envers l'État a atteint environ 29% du PIB, contre 18% du PIB pour le crédit aux EPE et 25% du PIB pour le crédit au secteur privé. De ce fait, la part des crédits de moyen et long terme dans le crédit aux entreprises a baissé, les prêts aux EPE étant, en moyenne, à plus longue échéance (Figures 17 et 18).

Prix à l'import, dépréciation et expansion monétaire ont contribué au niveau élevé d'inflation

La hausse des prix à la consommation est demeurée élevée au T1-2022. La croissance de l'indice des prix à la consommation a atteint 7,2% en g.a. en 2021 et 9,2% en g.a. au T1-2022, portée principalement par les prix des produits alimentaires, mais également ceux des produits manufacturés. En outre, la hausse des prix à la consommation a pu être

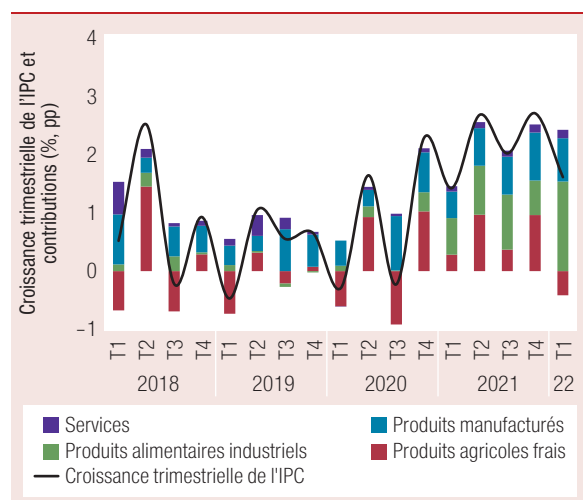
alimentée par les effets différés de la dépréciation du taux de change et la hausse de la monnaie en circulation — plus marqués durant la crise du COVID-19 — et la hausse des prix à l'importation, ou encore les phénomènes de spéculation dans les circuits de production et de distribution. Les prix à la production dans le secteur industriel public, particulièrement sensibles à la dépréciation du taux de change, ont également connu une forte hausse, notamment dans les secteurs des ISMMEE et du textile (voir annexe 2).

En outre, les autorités ont pris des mesures pour atténuer l'effet de la hausse des prix sur les ménages. Ces mesures incluent la suspension de la rationalisation des subventions céréalières de l'été 2020,²¹ l'annulation de la hausse de la TVA à l'importation sur le sucre et la suppression des impôts sur les biens et services digitaux,²² l'instauration d'une allocation chômage pour les jeunes primo-demandeurs d'em-

²¹ L'usage de la farine et de la semoule subventionnées avait été limité à l'été 2020 (JO 52 du 2 septembre 2020). Lors du Conseil des Ministres du 13 février 2022, le président de la République a cependant fait annuler cette décision.

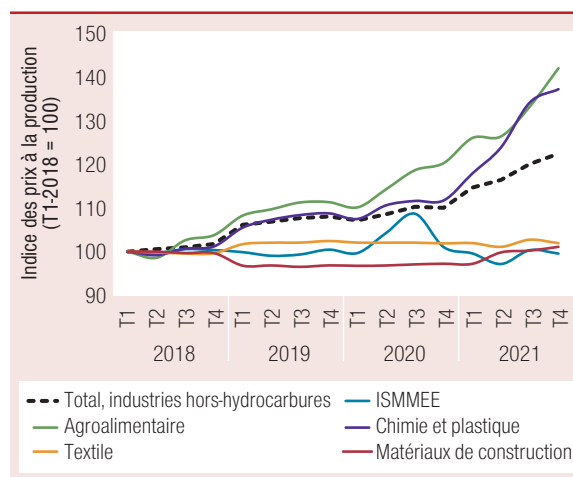
²² Conseil des Ministres du 13 février 2022. Le président de la République a en effet ordonné de geler l'ensemble des taxes introduites par la loi de finances 2022 sur les produits alimentaires.

FIGURE 19 • La croissance trimestrielle de l'IPC est demeurée élevée au T1-2022



Source : ONS, estimations de la Banque mondiale.

FIGURE 20 • Les prix à la production ont connu une hausse marquée



Source : ONS, estimations de la Banque mondiale.

Note : Données pour le secteur public national.

ploi, l'augmentation des salaires des fonctionnaires et des pensions de retraite,²³ l'allocation de fonds additionnels pour stabiliser les prix du sucre et de l'huile et assurer la disponibilité du lait en poudre, l'interdiction de l'exportation des produits alimentaires de large consommation pour lesquelles l'Algérie est importatrice,²⁴ de même que des interventions législatives et auprès d'opérateurs économiques pour limiter les phénomènes de spéculation²⁵ (Figures 19 et 20).

Les indicateurs disponibles du marché du travail suggèrent une reprise partielle

Le nombre officiel d'offres d'emploi a connu une reprise partielle au T1-2022, mais demeure

en deçà de son niveau pré-pandémie. D'après les données de l'ANEM, les offres d'emplois ont diminué au T4-2021 (-9,6% en g.t.), avant de remonter au T1-2022 (+4,5% en g.t.). Au T1-2022, les offres d'emploi demeuraient cependant 1,1% en-deçà de leur niveau du T1-2020, celles du secteur privé domestique

²³ Journal Officiel n° 23, 6 avril 2022.

²⁴ APS, 13 mars 2022.

²⁵ La loi relative à la lutte contre la spéculation illicite de décembre 2021 introduit des peines d'emprisonnement et des amendes pour le stockage, la rétention de biens ou marchandises, ainsi que la diffusion de fausses informations visant à provoquer une pénurie ou une perturbation des approvisionnements du marché afin de manipuler les prix des biens ou marchandises. (Loi n° 21-15 du 28 décembre 2021).

ENCADRÉ 2. LES DÉTERMINANTS MACROÉCONOMIQUES DE L'INFLATION EN ALGÉRIE

Comme beaucoup de pays dans le monde, l'Algérie fait face à une forte accélération de l'inflation. La proportion de pays ayant des taux d'inflation excédant 5% est passée, 1/ pour les économies émergentes et en développement, de moins de 40% début 2020 à 71% fin 2021, et 2/ pour les économies avancées, de moins d'1% début 2020 à 44% fin 2021. En Algérie, l'indice des prix à la consommation (IPC) a atteint 5,5% en glissement annuel au S1-2021, et 8,8% au S2-2021. En 2022, la guerre en Ukraine a contribué à une hausse significative des prix des matières premières et à l'accroissement des pressions inflationnistes dans le monde, et l'IPC algérien a atteint 10% en glissement annuel en avril 2022.

En Algérie, la poussée inflationniste a été principalement tirée par les produits agricoles et alimentaires. En 2019 et 2020, l'inflation des produits manufacturés a contribué à hauteur de 1,9 points de pourcentage (pp) à l'IPC algérien, contribution qui a grimpé à 2,6 pp en 2021. La contribution des services a baissé de 0,4 pp à 0,3 pp, tandis que l'inflation agricole et alimentaire a vu sa contribution passer de 0,4 pp en 2019-2020, à 3,6 pp en 2021. Cela contraste avec les deux plus récents pics d'inflation, celui de 2012 ayant été tiré principalement par le prix des produits agricoles frais, et constaté après une hausse marquée des dépenses publiques, et celui de 2016 ayant été tiré par les biens manufacturés, à la suite d'une dépréciation marquée du taux de change.

Modéliser les déterminants de l'inflation permet de mieux comprendre sa dynamique. L'inflation est notamment influencée par des facteurs externes tels le prix mondial des matières premières, par les politiques monétaires et budgétaires, par la structure des marchés des biens, des capitaux ou du travail, ou encore celle des réseaux de distribution. Dans l'annexe 2, un modèle VAR est ainsi développé pour identifier le rôle des déterminants macroéconomiques quantifiables, sur la base des données mensuelles de 2009 à 2021. Il estime la relation dynamique entre les sous-composantes de l'IPC algérien d'un côté, et les dépenses publiques, la monnaie en circulation, les prix à l'importation et le taux de change du dinar, de l'autre. Enfin, il permet d'identifier la fraction de la variance de l'IPC expliquée par ces quatre variables, à différents horizons.

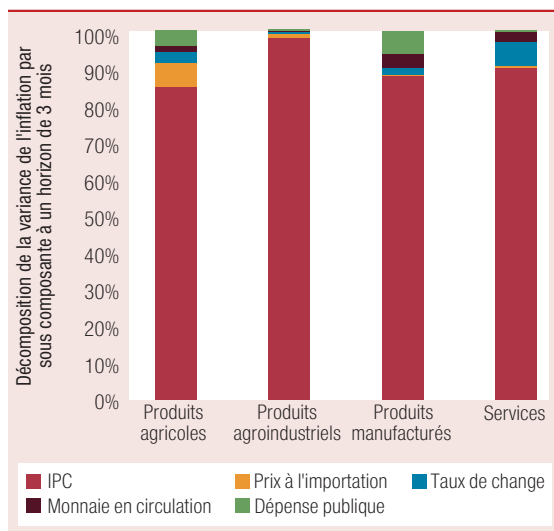
À moyen terme, la dynamique de l'IPC algérien s'explique pour moitié par ces facteurs macroéconomiques quantifiables. Les facteurs externes (prix à l'import, taux de change) expliquent environ 15% des variations d'inflation deux ans plus tard, mais plus de 30% de celles des prix alimentaires industriels, tout en affectant fortement les prix à la production du secteur public. D'un autre côté, les facteurs influençant la demande domestique (dépense publique et monnaie en circulation) expliquent plus de 30% de la variation de l'inflation deux ans plus tard, ce qui suggère des contraintes sur l'offre qui motivent des augmentations de prix. Cependant, les quatre variables expliquent seulement 12% de l'inflation dans le court terme (moins de trois mois) suggérant des rigidités importantes des prix (Figures 21 et 22).

L'analyse informe ainsi la calibration des politiques publiques. En effet, elle suggère que des politiques budgétaires et monétaires prudentes contribueront à contenir les pressions inflationnistes à court et moyen terme. La rigidité des prix observée en Algérie étant souvent associée dans d'autres pays à un degré limité de concurrence sur les marchés domestiques de production ou de distribution, des réformes à la faveur d'un plus grand degré de compétition permettrait également de limiter les poussées inflationnistes.

(suite à la page suivante)

ENCADRÉ 2. LES DÉTERMINANTS MACROÉCONOMIQUES DE L'INFLATION EN ALGÉRIE (suite)

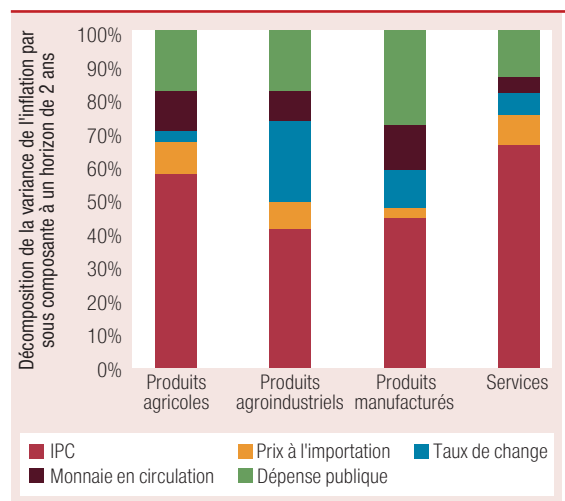
FIGURE 21 • L'inflation est caractérisée par une forte inertie à court terme...



Source: Estimations de la Banque mondiale.

Note: Ces niveaux représentent la contribution des variables endogènes du modèle à la variance des prix 3 mois plus tard.

FIGURE 22 • ...mais les facteurs macroéconomiques expliquent la moitié de l'inflation à moyen terme



Source: Estimations de la Banque mondiale.

Note: Ces niveaux représentent la contribution des variables endogènes du modèle à la variance des prix 24 mois plus tard.

ayant pleinement récupéré, contrairement à celles du secteur public (-2,9%) et à celles du secteur privé étranger (-12,5%). En parallèle, le nombre de demandeurs d'emploi a nettement remonté au T4-2021, s'établissant 54% au-dessus de son niveau pré-pandémie²⁶ (Figure 23).

En février 2022, les autorités ont introduit une allocation-chômage au profit des jeunes primo-demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM). Les bénéficiaires de l'allocation mensuelle de DZD 13.000 (USD 90) doivent avoir entre 19 et 40 ans, ne pas avoir d'autres sources de revenu, ne pas être inscrits dans un établissement d'enseignement ou de formation, et ne jamais avoir cotisé aux caisses de sécurité sociale.²⁷ Suivant l'annonce, le nombre de demandeurs d'emploi a bondi au T1-2022, (+64% en g.t.), la hausse des inscrits étant plus marquée chez les travailleurs peu ou pas qualifiés (+84%) et chez les femmes (+63%). Au 18 avril, 917 000 dossiers auraient été acceptés, pour un coût mensuel initial estimé de DZD 12 milliards (plus de USD 80 million).²⁸ Le nombre de demandeurs

d'emploi inscrits a atteint plus de 4 millions en mars 2022, soit environ 14,4% de la population algérienne en âge de travailler²⁹ (Figure 24).

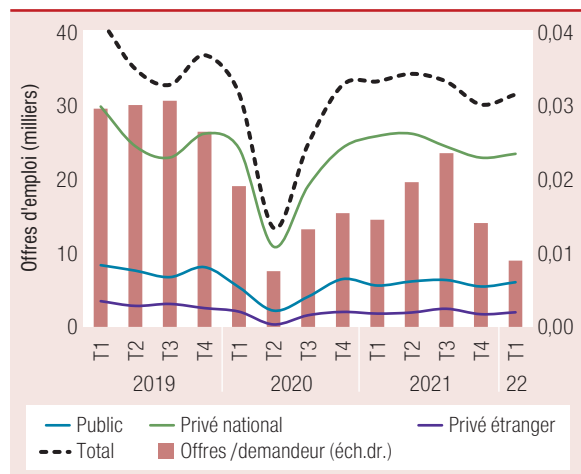
²⁶ Ce paragraphe se réfère à des statistiques non-conventionnelles du marché de l'emploi publiées par l'ANEM, car les dernières statistiques usuelles du marché de l'emploi (ex : taux de chômage, taux de participation) datent du S1-2019.

²⁷ Celle-ci est également conditionnée à la nationalité algérienne, la résidence en Algérie, justifier sa situation vis-à-vis du service national, ne pas bénéficier des dispositifs publics de soutien à la création et à l'extension d'activités, d'aide à l'insertion professionnelle et d'aide sociale, ne pas avoir de conjoint qui dispose d'un autre revenu (Décret exécutif n° 22-70, JO. 11).

²⁸ APS, 21 avril 2022. Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale faisait alors état de 1,5 million de demandes de versement, pour un coût mensuel initial prévisionnel de près de DZD 20 milliards (USD 140 million).

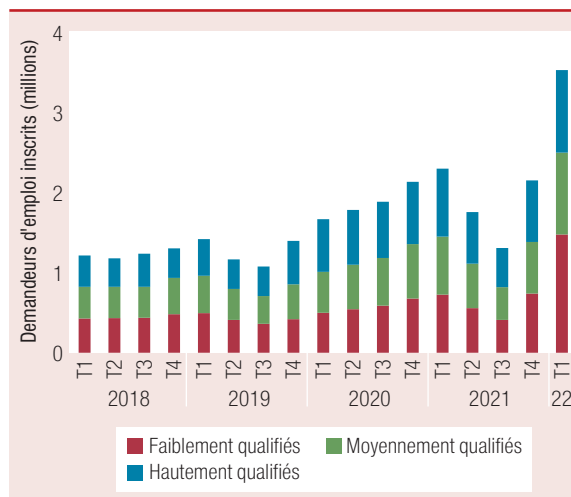
²⁹ Estimations de la Banque mondiale. Dans la mesure où ces inscrits sont considérés comme actifs, ce taux représente un niveau plancher pour le taux de chômage au mois de mars 2022.

FIGURE 23 • Les offres d'emploi sont partiellement remontées au T1-2022...



Source : Agence Nationale de l'Emploi (ANEM) et estimations de la Banque mondiale.
 Note : Les données sont en moyenne trimestrielle, et n'ont pas fait l'objet d'un ajustement saisonnier.

FIGURE 24 • ...et l'introduction de l'allocation chômage a fait bondir le nombre de chômeurs inscrits



Source : ANEM et estimations de la Banque mondiale.
 Note : Les données sont en moyenne trimestrielle.

PERSPECTIVES ET RISQUES

La hausse des prix des hydrocarbures offre un répit relatif à l'économie algérienne

La hausse des prix internationaux de l'énergie et des matières premières, alimentée par la guerre en Ukraine, entraîne des conséquences plutôt positives sur l'économie algérienne. Les flux commerciaux entre l'Algérie et l'Ukraine ou la Russie sont limités, mais la crise a participé à une hausse marquée et a priori durable du prix des hydrocarbures, des produits alimentaires mondiaux et, du même coup, une hausse transversale des prix de production dans le monde. En Algérie, la hausse des recettes de l'exportation des hydrocarbures surcompense cependant la hausse des prix à l'importation. L'augmentation concomitante des recettes budgétaires des hydrocarbures de l'État fera également mieux que compenser la hausse du coût budgétaire des subventions aux produits alimentaires, largement importés. Cependant, la hausse des prix des produits alimentaires mondiaux contribuera à l'inflation algérienne, phénomène cependant modéré par le système de subventions universelles. Par ailleurs, la crise augmente de

manière durable la demande pour les hydrocarbures algériens, malgré une capacité limitée à augmenter la production à court terme (voir encadré 3).

Ainsi, l'activité du secteur des hydrocarbures continuera de soutenir la croissance. À court terme, la production pétrolière continuera d'augmenter, bien qu'elle soit en passe d'atteindre son niveau de pleine capacité, antérieur à la crise. La production de gaz naturel contribuera également à la croissance, mais sera également limitée par une capacité productive limitée.³⁰ Néanmoins, la nouvelle Loi sur les Hydrocarbures, mise en oeuvre en 2021, contribuera à la hausse de l'investissement – de nouveaux contrats ont déjà été signés sous le nouveau régime fiscal, plus favorable aux investisseurs étrangers.³¹

³⁰ En mars 2022, l'ancien ministre algérien de l'énergie indiquait que les exportations de gaz algérien vers l'Europe ne pourraient augmenter au-delà de 3 milliards de m³, soit autour de 6% des exportations algériennes de gaz.

³¹ Dans l'ensemble, les taux d'imposition des activités liées à la production d'hydrocarbures ont été abaissées. Huit mémorandums d'entente ont été signés avec des compagnies étrangères en 2020, et un a été ajouté en 2021.

Par ailleurs, la hausse des recettes de la Sonatrach permettra de financer un investissement domestique plus important dans le secteur. En outre, des découvertes importantes de dépôts pétroliers ont été annoncées.³²

L'activité dans les secteurs hors-hydrocarbures devrait retrouver son niveau prépandémie en 2022. Du côté de la demande, la reprise de

l'investissement devrait être plus rapide que celle de la consommation, lestée par l'impact de la hausse des

³² SONATRACH a notamment annoncé la découverte d'un important gisement de pétrole brut à Touggourt, d'une valeur d'un milliard de barils, soit 8% des réserves prouvées de pétrole brut de l'Algérie.

ENCADRÉ 3 : LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE EN UKRAINE POUR L'ALGÉRIE

À court terme, la guerre en Ukraine devrait avoir un effet limité sur les flux commerciaux internationaux de l'Algérie. Ni la Russie ni l'Ukraine ne sont de grands fournisseurs de l'Algérie, ce qui limite le potentiel de perturbation des importations. En 2020, la Russie était le 10ème fournisseur de l'Algérie, représentant 2,5% des importations totales de produits, tandis que l'Ukraine ne figurait pas parmi les 15 grands fournisseurs.^a Parallèlement, les exportations de l'Algérie vers ces deux pays sont proches de zéro. La crise pourrait toutefois retarder les efforts de l'Algérie pour diversifier les fournisseurs mondiaux de blé en dehors de la France et du Canada.^b

Entre-temps, la crise a contribué à la hausse des prix mondiaux du pétrole et du gaz, augmentant ainsi les recettes d'exportation de l'Algérie. Autour de 90% des exportations algériennes de biens sont constituées d'hydrocarbures, dont les prix ont augmenté avec la guerre en Ukraine. L'effet a été renforcé par l'augmentation des volumes de production et d'exportation, à mesure que les quotas de l'OPEP+ ont augmenté et que la demande européenne de gaz algérien a augmenté.

D'autre part, l'Algérie est le 6ème importateur mondial de blé, et la crise contribue à une augmentation marquée des prix mondiaux du blé. Entre 2016 et 2020, les importations de blé de l'Algérie se sont élevées en moyenne à USD 1,8 milliards par an, et ont représenté 71% de la consommation intérieure, exposant le pays aux fluctuations des prix internationaux du blé. Selon les autorités, l'Algérie s'est toutefois relativement mise à l'abri en important la majeure partie de ses besoins pour 2022. Si les prix devaient rester élevés pendant une période prolongée, l'effet de la faible pluviométrie actuelle sur la production nationale de blé pourrait cependant augmenter les besoins d'importation, avec des implications plus importantes pour la facture des importations.

Le blé étant fortement subventionné au niveau national, l'augmentation des prix mondiaux du blé devrait avoir un impact moins que proportionnel sur les prix à la consommation. L'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (OAI) achète le blé sur les marchés internationaux et fournit aux transformateurs leurs quotas de blé à des prix subventionnés, leur permettant de respecter les prix administrés.^c Par conséquent, le prix du pain, de la semoule ou des pâtes a peu varié par rapport aux prix mondiaux du blé. À l'été 2020, cependant, l'utilisation du blé subventionné avait été interdite pour la production de pâtes et de semoule, contribuant ainsi à une augmentation des prix. En février 2022, la réforme a été annulée, en raison d'inquiétudes quant à l'impact de la hausse des prix mondiaux du blé. Selon les rapports officiels, elle a réussi à faire baisser le prix de ces produits sur les marchés intérieurs.

L'augmentation concomitante des prix du pétrole et du gaz fait largement plus que compenser la hausse du prix du blé, améliorant les déficits budgétaires et extérieurs. Étant donné que les importations de céréales représentent 4 à 8% des exportations d'hydrocarbures, et que les subventions au blé prévues au budget représentent 5 à 9% des recettes pétrolières, l'effet net de la hausse des prix du blé et des hydrocarbures devrait être positif et l'augmentation des recettes d'hydrocarbures permettre à l'Algérie de financer les importations de blé et les subventions plus coûteuses à court terme, grâce aux recettes d'exportation plus élevées.

À plus long terme, l'Algérie devrait également bénéficier des efforts déployés par l'Europe pour diversifier son approvisionnement énergétique, en augmentant les investissements, la croissance et les exportations. Les dirigeants européens ont identifié l'Algérie comme l'un des pays pouvant contribuer à substituer les importations d'énergie en provenance de Russie. D'autre part, l'Algérie a exprimé sa volonté d'augmenter ses exportations de gaz vers l'Europe, en s'appuyant sur les capacités inutilisées des gazoducs trans méditerranéens. Toutefois, compte tenu de la capacité limitée d'expansion de la production et de la hausse de la consommation intérieure de gaz, une augmentation significative de l'approvisionnement en gaz de l'Algérie vers l'Europe devrait nécessiter d'importants investissements dans le secteur gazier.

^a En 2017 (dernières données disponibles), l'Ukraine représentait 1,3% des importations de produits de l'Algérie, et 2,2% des importations de céréales, les exportations ukrainiennes vers l'Algérie comprenant principalement des produits sidérurgiques (79%). À l'époque, la Russie représentait 1,9% des importations de produits de l'Algérie, et 0,6% des importations de céréales, les exportations russes vers l'Algérie étant principalement constituées de produits en fer et en acier (39%), de graisses comestibles (20%) et d'équipements électriques (14%).

^b En 2020, l'Algérie a modifié les spécifications de ses importations de blé, ce qui a rendu le blé de la région de la mer Noire éligible à l'achat par le biais d'appels d'offres internationaux.

^c Le prix du blé transformé n'a pas été révisé depuis 25 ans, le prix de la baguette étant notamment plafonné à DZD 7,5 (USD 0,05), encourageant une forte consommation des produits céréaliers.

prix sur le pouvoir d'achat réel des ménages. Du côté de la production, la reprise devrait être transversale, du fait de la reprise de la production agricole, de l'effet de la hausse de l'investissement sur les secteurs industriels et la construction et de celle, plus graduelle, du secteur des services. La reprise contribuera à une amélioration de la situation du marché du travail, dont la mesure sera conditionnelle à la capacité du secteur privé à prendre la relève du secteur public.

Les exportations d'hydrocarbures demeureront à un niveau élevé en 2022, générant un surplus temporaire du compte courant. Dans le scénario de base, les prix des hydrocarbures demeurent à un niveau élevé en 2022, avant de progressivement diminuer en 2023 et 2024, ramenant le solde du compte courant dans le déficit. Ainsi, la valeur des exportations des hydrocarbures devrait demeurer élevée, malgré une hausse limitée des volumes exportés. Cette amélioration des équilibres extérieurs permettra de financer une hausse modérée des importations d'équipements et d'intrants, favorisant la relance. En outre, les réserves de change se stabiliseront autour de 12 mois d'importations de biens et services, avant de reprendre une baisse progressive.

La hausse marquée des recettes des hydrocarbures et une politique budgétaire prudente rapprocheront le déficit global du Trésor de l'équilibre. Dans le scénario de base, en 2022 les recettes pétrolières excéderont nettement leur niveau préparatoire (+3,3 pp du PIB), les recettes hors-hydrocarbures demeureront en deçà (-3,5 pp), tandis que les dépenses ne reprendront que partiellement (-4,2 pp). Par la suite, la baisse des prix à l'exportation des hydrocarbures devrait être partiellement compensée par la hausse des recettes hors-hydrocarbures, générant des déficits absorbables. En outre, la dette publique augmenterait graduellement pour atteindre 61% du PIB en 2024. Ces estimations restent tributaires de la trajectoire des dépenses publiques, qui pourrait être revue dans le cadre de la Loi de Finances Rectificative en cours de préparation, notamment pour la prise en compte des nouvelles dépenses annoncées en 2022 (allocation-chômage, révision de la grille salariale dans le secteur public, etc.).

Le niveau d'inflation devrait demeurer élevé, malgré l'effet modérateur des mesures de

contrôle des prix domestiques et des politiques de préservation du pouvoir d'achat. La hausse des prix mondiaux affectera le prix des importations algériennes, qui seront néanmoins nuancées par la poursuite de la mise en œuvre des politiques de subventions aux produits de base. La poursuite de la dépréciation du dinar augmentera également le prix des produits importés, tout comme les prix de production dans les industries dépendantes de l'importation pour l'équipement ou l'approvisionnement en intrants. Dans le scénario de base, la hausse contenue de la dépense publique et de la monnaie en circulation favorisera par ailleurs la modération de l'inflation, qui demeurera cependant élevée. (voir annexe 2). En outre, les autorités ont de nouveau autorisé l'utilisation plus large des produits céréaliers subventionnés et sont intervenues afin de limiter la spéculation sur les chaînes de distribution des produits de première nécessité, ce qui contribuera également à modérer la hausse des prix. Par ailleurs, la hausse marquée des salaires dans le secteur public et l'introduction de l'allocation chômage devraient contribuer à limiter l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat, mais pourrait également y contribuer, à travers des effets de second tour.

L'amélioration de la résilience permettrait de faire face aux risques, présents et futurs

Les équilibres macroéconomiques restent tributaires des fluctuations des prix mondiaux des hydrocarbures. Dans le scénario de base, les prix du pétrole diminuent graduellement durant la période de projection. Des prix plus élevés ou plus bas qu'anticipés pourraient avoir un impact marqué sur les soldes extérieurs et budgétaires, la marge de manoeuvre fiscale et la trajectoire des réserves de change. Ainsi, la poursuite des efforts d'amélioration durable des équilibres macroéconomiques favoriserait la résilience vis-à-vis des chocs 1/ externes, par l'augmentation des exportations hors-hydrocarbures et la diminution des besoins d'importations et; 2/ budgétaires, par la hausse des recettes fiscales, une conduite budgétaire prudente et le renforcement de l'efficacité, de l'efficience et de l'équité de la dépense publique.

Le rythme et la durabilité de la reprise dépendra de l'impact du programme de réformes sur la capacité du secteur privé à devenir le moteur de croissance. En 2020, les autorités ont annoncé un effort conséquent de réformes afin de permettre le développement soutenable du secteur privé, au travers notamment d'améliorations relatives au climat des affaires, au degré de compétition des marchés domestiques, et d'une nouvelle loi sur les investissements, d'une réforme des entreprises publiques, de l'ouverture du capital de deux banques publiques, ou encore de la promotion des exportations hors-hydrocarbures. L'accélération dans la mise en oeuvre de ces réformes pourrait contribuer à faire du secteur privé le moteur de la croissance, et augmenter la résilience de la croissance, des finances publiques et des

équilibres extérieurs face aux chocs sur les marchés mondiaux des hydrocarbures.

La montée des prix continuera de poser des risques pour le pouvoir d'achat, nécessitant des politiques calibrées. L'inflation risque de demeurer élevée, du fait d'abord d'une forte inertie. Compte tenu du rôle des politiques monétaires et budgétaires sur l'inflation (voir annexe 2), une conduite prudente de ces politiques sera nécessaire à contenir l'inflation à court terme. À l'inverse, des hausses marquées de liquidité ou de dépenses publiques, sans contrepartie productive pourraient alimenter la hausse des prix. Ultimement, des réformes permettant d'augmenter le niveau de compétition sur les marchés de production et de distribution permettra de modérer l'inflation de manière plus durable.

TABLEAU DES PRINCIPAUX AGRÉGATS MACROÉCONOMIQUES

					Estimation		Projections	
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Production et prix	Croissance annuelle, en pourcentage							
PIB réel	1,3	1,1	1,0	-5,1	3,5	3,5	1,9	1,8
Hors hydrocarbures	2,1	3,0	2,7	-3,9	2,4	3,6	2,0	2,0
Hydrocarbures	-2,4	-6,4	-4,9	-10,2	10,3	2,7	1,0	0,6
Par habitant	-0,8	-0,9	-0,9	-6,8	1,6	1,7	0,1	0,0
Indice des prix à la consommation (moy. annuelle)	5,6	4,3	2,0	2,4	7,2	9,6	8,2	7,4
PIB (en trillions de dinars courants)	18,9	20,4	20,5	18,4	22,0	28,5	29,2	30,9
PIB (en milliards de dollars EU courants)	170	175	172	145	163	198	190	189
PIB par habitant (US\$ courants)	4,077	4,108	3,956	3,306	3,634	4,350	4,106	3,994
Production de pétrole brut (mbpj)	1059	1040	1023	899	911	1004	1015	1012
Production de gaz naturel (milliards de m ³)	94,8	95,9	90,3	85,1	105,0	103,1	103,3	103,4
Secteur extérieur	En pourcentage du PIB							
Solde du compte courant	-13,0	-9,6	-10,0	-12,9	-2,9	5,4	-1,6	-6,5
Solde commercial	-13,2	-9,0	-9,3	-12,4	-1,6	6,4	-0,6	-5,5
Exportations de biens et services	22,2	25,4	22,3	17,2	25,5	30,7	25,8	22,8
Exportations d'hydrocarbures	19,7	22,3	19,3	13,9	21,8	25,6	22,8	20,6
Exportations hors hydrocarbures	2,5	3,1	3,0	3,3	3,7	5,1	3,0	2,2
Importations de biens et services	35,3	34,4	31,6	29,6	27,2	24,3	26,4	28,3
Réserves en devises (mois d'importations) ^a	19,2	15,7	13,6	13,1	11,2	12,4	11,5	8,4

(suite à la page suivante)

TABLEAU DES PRINCIPAUX AGRÉGATS MACROÉCONOMIQUES (suite)

				Estimation		Projections		
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de change (dinar par dollar EU; moy. annuelle)	111,0	116,6	119,4	126,8	135,1			
Prix des exportations de Sahara Blend (dollars EU)	54,1	70,8	63,5	41,4	70,6			
Finances du gouvernement central	En pourcentage du PIB							
Recettes et dons	32,0	33,5	32,2	30,7	29,9	32,0	30,8	29,7
Recettes des hydrocarbures ^b	11,5	14,2	13,0	10,5	11,8	16,3	14,5	13,1
Recettes hors hydrocarbures	20,5	19,3	19,2	20,2	18,0	15,7	16,3	16,6
Revenus fiscaux	13,9	13,3	13,9	14,3	12,5	11,8	12,5	12,9
Revenus non-fiscaux	6,6	6,0	5,3	6,0	5,5	3,9	3,8	3,7
Dépenses ^c	38,6	37,9	37,8	37,5	33,7	33,6	33,1	32,5
Dépenses courantes	24,8	26,1	23,9	27,2	24,7	23,6	22,6	21,6
Salaires et traitements	11,7	10,6	11,1	12,4	10,7	9,9	9,9	9,6
Achats de biens et services	1,0	1,1	1,1	0,6	0,8	0,8	0,8	0,8
Paiement des intérêts	0,9	0,5	0,6	0,9	0,7	0,7	1,0	1,2
Transferts courants	11,1	13,9	11,1	13,3	12,6	12,2	11,0	10,0
Dépenses d'investissement	13,8	11,9	13,9	10,3	9,0	10,0	10,5	10,9
Solde des comptes d'affectation et interventions du Trésor	1,9	2,4	4,0	5,1	3,4	3,0	3,3	3,5
Solde budgétaire	-6,6	-4,4	-5,6	-6,9	-3,8	-1,6	-2,3	-2,8
Solde budgétaire global	-8,4	-6,8	-9,6	-12,0	-7,2	-4,6	-5,6	-6,3
Solde budgétaire global primaire	-7,5	-6,3	-9,0	-11,0	-6,6	-3,9	-4,7	-5,1
Solde budgétaire global hors hydrocarbures	-20,0	-21,0	-22,6	-22,4	-19,0	-20,9	-20,1	-19,4
Dette du Gouvernement central	27,0	37,9	45,6	50,7	63,0	55,0	58,7	61,2
Dette domestique	26,3	37,1	44,8	49,9	62,3	54,5	58,2	60,7
Dette externe	0,8	0,8	0,8	0,8	0,7	0,5	0,5	0,5

^a Excluant les droits de tirage spéciaux du FMI (DTS).

^b Inclue les dividendes de la Sonatrach et les revenus pétroliers transférés au FRR.

^c En 2018, un transfert à la Caisse Nationale des Retraites à été recatégorisé des dépenses d'investissement aux transferts courants.

ANNEXE 1 : L'ALGÉRIE PROFITE- T'ELLE DE LA MONTÉE DES PRIX DU GAZ?

Les prix à l'exportation du prix du gaz naturel algérien suivent une dynamique distincte des prix de référence du gaz sur les marchés internationaux. Ainsi, si le prix de référence du gaz *Henry Hub* a gagné près de 50% entre le T2 et le T3-2021, le prix à l'exportation du gaz naturel algérien n'a augmenté que de 0,5% sur la même période (EIA, Banque d'Algérie). En effet, ces prix sont établis contractuellement, parfois sur le long-terme, et sur la base de négociations bilatérales avec les acheteurs. Bien qu'il n'existe pas d'information publique sur les mécanismes de fixation du prix du gaz algérien à l'exportation, ceux-ci sont présumés arrimés – du moins en partie – au prix du pétrole (Commission européenne, 2021) et s'ajuster à ce dernier avec un délai.

Ainsi, un exercice de modélisation peut permettre de modéliser l'évolution du prix à l'exportation du gaz algérien. Une régression des moindres carrées ordinaires permet d'examiner la relation empirique entre le prix du gaz, les prix du pétrole et la production gazière entre 2015 et 2021. Dans ce modèle, les prix du gaz naturel sont expliqués d'une part par leurs valeurs retardées, par les prix du pétrole (contemporains et/ou retardés), et

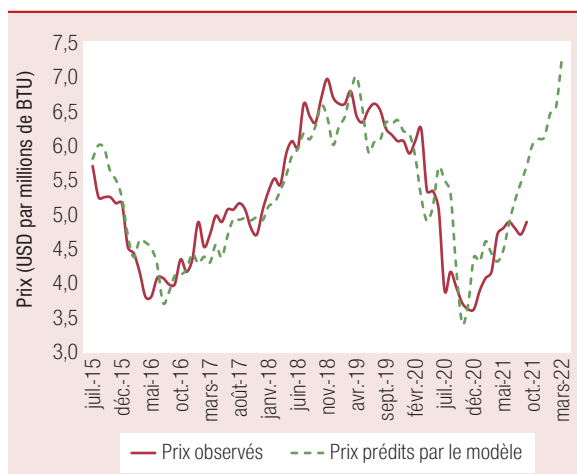
enfin par les volumes de production de gaz naturel. La régression permet d'estimer l'équation suivante :

$$PExp_m^{gaz\ nat} = 0,30^{***} PExp_{m-6}^{gaz\ nat} + 0,027^{***} P_m^{pétrole} + 0,041^{***} P_{m-6}^{pétrole} - 0,0029 VExp_m^{gaz\ nat} + 0,33$$

Où $PExp_m^{gaz\ nat}$, $P_m^{pétrole}$ et $VExp_m^{gaz\ nat}$ désignent respectivement, le prix du gaz naturel (USD/millions BTU), le prix du pétrole brut (USD/baril) et le volume de gaz naturel (milliards BTU), chacun pour le mois m . Les trois étoiles accolées aux coefficients indiquent la significativité statistique à 1% de l'estimation du coefficient.

Cette modélisation indique qu'une combinaison linéaire de ces quatre variables détermine 79% du niveau du prix du gaz naturel algérien. L'estimation du coefficient autorégressif, statistiquement significatif, confirme un degré d'inertie des prix du gaz. Le coefficient positif associé aux prix du pétrole retardés de six mois est plus élevé que celui associé aux prix contemporains, traduisant le délai de réaction des prix à l'export du gaz naturel. Le choix du nombre de retards a été dicté par la maximisation

FIGURE 25 • Prix à l'exportation observés et prédits du gaz naturel algérien



du R^2 du modèle et ne reflète donc pas nécessairement les clauses contractuelles de fixation des prix.

Avec une seule valeur retardée des prix du gaz et du pétrole, le nombre de délais maximisant le R^2 est de 4 mois. Enfin, le volume de production est négativement corrélé aux prix, ce qui peut refléter d'une part l'impact d'un choc d'offre sur les prix – une baisse de production fait augmenter les prix, et vice-versa – mais aussi l'impact des prix sur la demande, au travers notamment de comportements de stockage.

Cet exercice de modélisation permet d'estimer une forte hausse des prix à l'exportation du gaz naturel au T4-2021 et au T1-2022, et leur maintien à un haut niveau durant le reste de l'année. Les résultats d'estimation suggèrent que les prix à l'export atteignent USD 6,4 /million btu en moyenne au T4-2021 (+12% en g.t.), USD 7,2 en moyenne au T1-2022 (+11,9% en g.t.), culminant à \$7,7 en mars 2022. Compte tenu du maintien des prix du pétrole à un haut niveau au S1-2022, il est également attendu que les prix à l'exportation du gaz algérien demeurent élevés sur le reste de l'année 2022.

ANNEXE 2 : L'IMPACT DES FACTEURS MACROÉCONOMIQUES SUR L'INFLATION EN ALGÉRIE

L'inflation est orientée à la hausse en 2021 et 2022, dans le monde comme en Algérie, mais les causes sous-jacentes varient selon les pays. En Algérie, la hausse des prix qui a débuté en 2021 a été tirée par celle des produits alimentaires. En outre, une modélisation de l'indice des prix à la consommation depuis 2009 permet de déterminer que la dépréciation du dinar, l'augmentation du prix des produits importés, la hausse de la dépense publique et la hausse de la monnaie en circulation participent à l'inflation. Cependant, l'importance de ces facteurs varient selon les catégories de biens et services, reflétant notamment l'intensité de l'importation de ces produits et les caractéristiques du marché algérien tant au niveau de la production que de la distribution.

L'inflation est orientée à la hausse, dans le monde comme en Algérie

Après un ralentissement au début de la crise du COVID-19, l'inflation mondiale est repartie à la hausse. Dans la majorité des pays, l'inflation a ralenti au premier trimestre 2020, sur fond de baisse de la demande et de chute des prix de l'énergie. Par la

suite, la reprise de la demande mondiale et du prix des matières premières a généré une poussée inflationniste, malgré la modération des contraintes sur l'offre. Ce phénomène a été renforcé par des épisodes de dévaluation et par une politique monétaire et fiscale expansionniste. Ainsi, la proportion de pays ayant des taux d'inflation excédant 5% est passée, 1/ pour les économies émergentes et en développement, de moins de 40% début 2020 à 71% fin 2021 (79% pour l'inflation alimentaire), et 2/ pour les économies avancées, de moins d'1% début 2020 à 44% fin 2021 (27% pour l'inflation alimentaire).³³ Le débat s'articule désormais autour de la question de la permanence de ce choc, et l'effet de la guerre en Ukraine sur les prix et la disponibilité des denrées alimentaires.³⁴

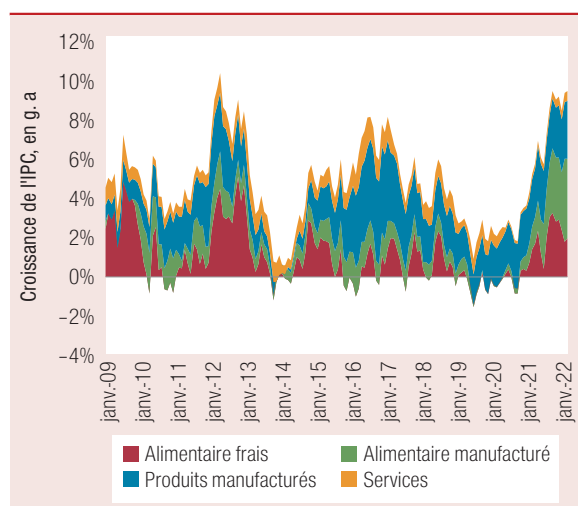
En Algérie, la hausse récente de l'indice des prix à la consommation (IPC³⁵) a été tirée par

³³ Reinhart and Von Luckner (Février 2022).

³⁴ Voir Banque mondiale (Juin 2021, Janvier 2022) et Fonds Monétaire International (Octobre 2021, Avril 2022).

³⁵ La structure de l'IPC algérien et les biens qui la composent n'ayant pas été mise à jour depuis 2001, celui-ci constitue un indicateur imparfait des prix à la consommation. Pour l'analyse, l'indice des prix à la consommation pour la région d'Alger, plus détaillée, est utilisée.

FIGURE 26 • La croissance de l'IPC a atteint un niveau historiquement élevé...



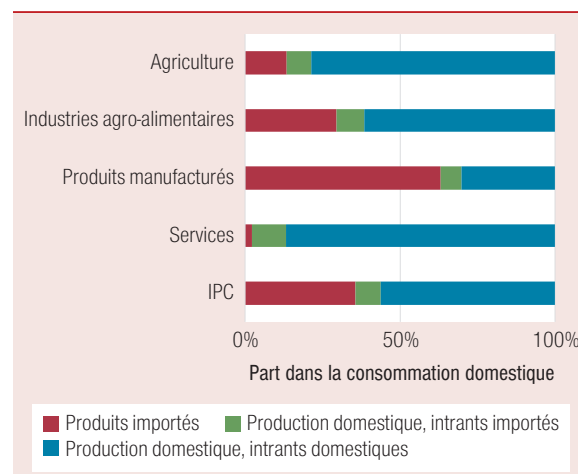
Source : Office National des Statistiques (ONS).

celles des produits agricoles frais et alimentaires industriels. Comme ailleurs, l'inflation est demeurée faible durant le confinement dû à la pandémie, avant une accélération à partir du dernier trimestre 2020, l'inflation atteignant 5,5% en glissement annuel au S1-2021, et 8,8% au S2-2021.³⁶ En 2019 et 2020, l'inflation des produits manufacturés, qui représentent 40% du panier de l'IPC, a contribué à hauteur de 1,9 points de pourcentage (pp) à l'IPC algérien, contribution qui a grimpé à 2,6 pp en 2021. La contribution des services a baissé de 0,4 pp à 0,3 pp, tandis que l'inflation agricole et alimentaire a vu sa contribution passer de 0,4 pp en 2019-2020, à 3,6 pp en 2021. Cela contraste avec les deux plus récents pics d'inflation, celui de 2012 ayant été tiré principalement par le prix des produits agricoles frais, et constaté après une hausse marquée des dépenses publiques, et celui de 2016 ayant été tiré par les biens manufacturés, à la suite d'une dépréciation marquée du taux de change (Figure 26). Dans un contexte de hausse globale des prix, l'hétérogénéité de l'intensité des imports par secteur éclaire la dynamique récente des sous-composante de l'inflation (Figure 27).

Une analyse économétrique pour comprendre l'inflation en Algérie

Un modèle VAR permet d'identifier les déterminants macroéconomiques de l'inflation, en tenant compte

FIGURE 27 • ...l'intensité sectorielle des imports explique la dynamique récente des sous-composantes de l'IPC



Source : ONS, estimations de la Banque mondiale.

des spécificités de l'économie algérienne. Les dynamiques de l'inflation doivent notamment être appréciées à la lumière du poids des dépenses publiques et de celui des importations, en plus de la relation de long terme entre masse monétaire et inflation.³⁷ L'analyse est conduite à partir des données mensuelles d'inflation, entre 2009 et 2021. La relation dynamique entre l'inflation, les dépenses publiques, la masse monétaire, les prix à l'importation et le taux de change du dinar est estimée. L'analyse est également appliquée à l'indice des prix à la production industrielle dans le secteur public manufacturé et ses sous-composantes principales 1/ des ISMMEE,³⁸ et 2/ des industries agroalimentaires. Cette modélisation permet notamment d'analyser la fraction de la variance de l'inflation expliquée par les variables endogènes à différents horizons de temps (voir histogrammes de décomposition de la variance ci-dessous) et de mieux comprendre la contribution des différents canaux macroéconomiques à l'inflation algérienne.

Le modèle VAR confirme le rôle des facteurs macroéconomiques.³⁹ Après 3 mois, ces facteurs

³⁶ Sur la base de l'IPC moyen par semestre.

³⁷ Voir notamment l'analyse du FMI (2017) sur l'inflation hors-alimentaire.

³⁸ Industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques.

³⁹ Ces données et les graphiques qui suivent utilisent la décomposition de variance produite par l'analyse

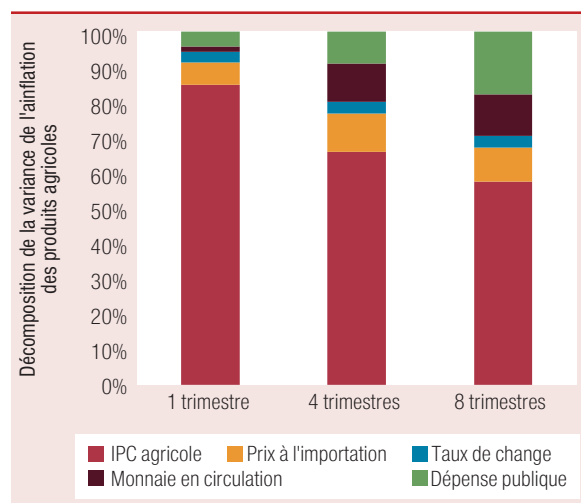
macroéconomiques expliquent 12% de la variance de l'inflation, part qui grimpe à 41% après un an, et 48% après deux ans, suggérant des rigidités de court terme qui retardent l'ajustement des prix, ou l'influence de facteurs extérieurs au modèle. Après deux ans, les variations de dépense publique nominale et de monnaie en circulation⁴⁰ expliquent 17 et 18% de la variance de l'inflation, respectivement, tandis que les variations du taux de change et des prix à l'importation expliquent 9 et 6% de la variance de l'inflation, respectivement.

Les catégories de biens et services réagissent différemment aux facteurs macroéconomiques

L'importance relative des déterminants de l'inflation varie selon les catégories de biens et de services. Afin d'analyser ces dynamiques, le modèle est appliqué séparément aux quatre catégories de biens et services de l'indice des prix à la consommation: produits agricoles frais (17% de l'IPC), produits alimentaires industriels (26%), produits manufacturés (hors-alimentaire, 40%) et services (17%) :

- **Les prix des produits alimentaires frais réagissent principalement aux facteurs de**

FIGURE 28 • Les prix agricoles réagissent plus fortement aux facteurs domestiques...



Source : Estimations de la Banque mondiale.

Note: Ces niveaux représentent la contribution des variables endogènes du modèle à la variance des prix 3 mois, 12 mois et 24 mois plus tard.

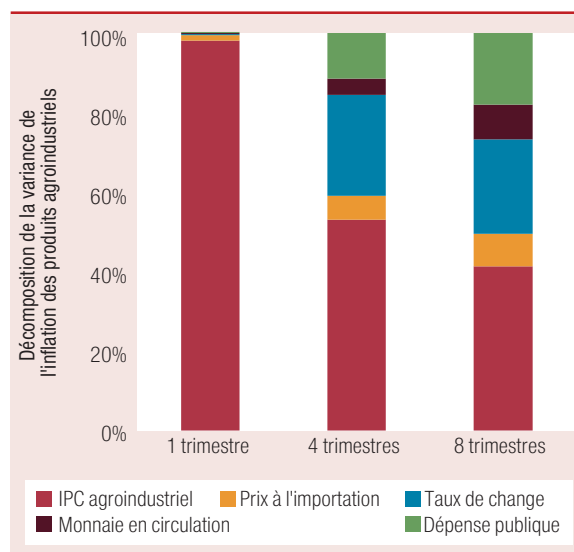
demande domestique en cohérence avec la moindre part de l'importation dans la consommation domestique (Figure 28).

- **Les prix des produits alimentaires industriels réagissent fortement aux facteurs externes, mais sont modérés par les subventions.** Le modèle permet d'expliquer plus de 60% de la variabilité des prix et révèle que les facteurs externes et la dépense publique jouent un rôle

VAR. Cette décomposition permet d'estimer l'effet d'un choc sur les variables endogènes sur l'IPC à différents horizons. Le sens de la contribution des différents chocs des variables endogènes sur l'inflation, commenté dans cette section, est documenté par les fonctions de réponse impulsionnelle exposées dans la papier sur lequel s'appuie cette synthèse.

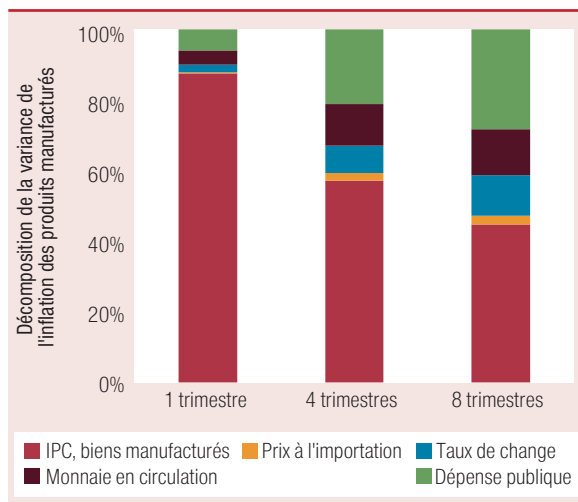
⁴⁰ En effet, si l'effet de M2 est peu perceptible dans les résultats d'estimation, la substituer par la monnaie en circulation améliore sensiblement la performance du modèle. Le fait que la relation entre M2 et l'IPC hors-alimentaire était apparente dans l'analyse du FMI (2017) peut être suggestif d'une relation différente entre agrégats monétaires et inflation des produits alimentaires (exclus de l'analyse du FMI) ou, à la suite du programme de financement monétaire de 2017-2019 d'une forte corrélation entre M2 et la dépense publique ou encore des conséquences de l'absence de pressions inflationnistes suite au programme, qui ont pu altérer la relation entre M2 et l'IPC.

FIGURE 29 • ...et les produits agroindustriels aux facteurs externes, modérés par les politiques de subvention



Source : Estimations de la Banque mondiale.

FIGURE 30 • Le prix des produits manufacturés réagit fortement à la demande domestique...



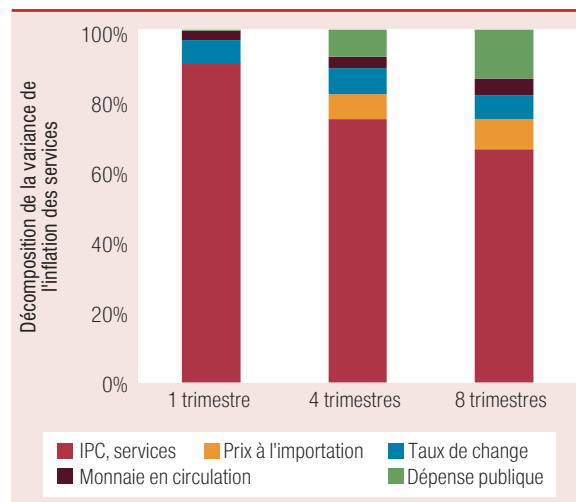
Source: Estimations de la Banque mondiale.

important, expliquant respectivement 32% et 18% de la variabilité de l'inflation (Figure 29).

- **Les prix des produits manufacturés de consommation réagissent fortement aux facteurs domestiques.** Pour cette catégorie, le modèle explique près de 60% de la variance de l'inflation et indique un rôle important des variations de dépenses publiques, expliquant 25% de la variance des prix à deux ans. L'augmentation de la monnaie en circulation et la dépréciation ont eu des effets inflationnistes, expliquant près de 30% de la variance de l'inflation (Figure 30).
- **Les variations des prix des services semblent plus tributaires des dynamiques du marché domestique.** Les quatre facteurs considérés par le modèle n'expliquent en effet qu'un tiers de cette variance, ce qui se reflète la forte inertie des prix dans ces secteurs, qui ont rarement excédé 5% depuis 2009 (Figure 31).

Appliqué aux indices de prix à la production dans le secteur public, le modèle permet également de documenter l'effet des prix à l'import sur les prix à la production, gonflant la commande publique. La production des entreprises publiques hors-hydrocarbures est concentrée dans le secteur des ISMMEE et dans le secteur agroalimentaire, et la dépréciation du

FIGURE 31 • ...tandis que le modèle explique une part limitée des fluctuations des prix des services



Source: Estimations de la Banque mondiale.

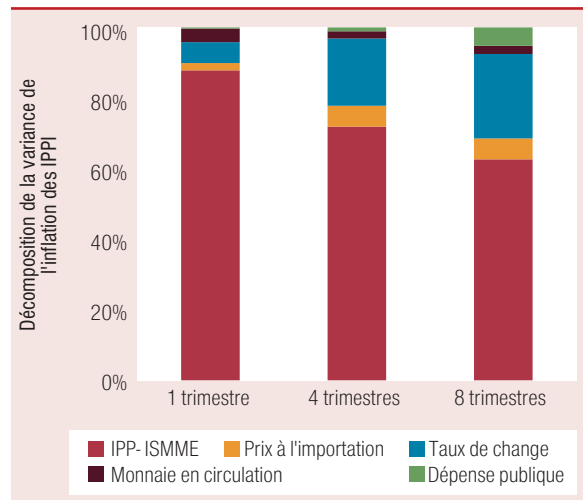
dinar explique 24% et 31%, respectivement, de la variance des prix à la production de ces secteurs. Cela illustre l'effet de la dépréciation sur les prix des produits industriels, et ainsi le coût des projets d'investissement publics, largement réalisés par les entreprises publiques, et le coût des subventions alimentaires pour le Trésor, les entreprises publiques produisant la majorité des produits subventionnés. (Figures 32 et 33).

Conclusion

À moyen terme, les dynamiques de l'indice des prix à la consommation en Algérie s'expliquent pour moitié par un ensemble de facteurs macroéconomiques quantifiables. Les facteurs externes (prix à l'import, taux de change) expliquent environ 15% des variations d'inflation deux ans plus tard, mais plus de 30% de celles des prix alimentaires industriels, tout en affectant fortement les prix à la production du secteur public. D'un autre côté, les facteurs de demande domestique (dépense publique et la monnaie en circulation) expliquent plus de 30% de la variation de l'inflation, ce qui suggère des contraintes sur l'offre qui motivent des augmentations de prix.

Cette analyse permet d'éclairer partiellement les causes de la poussée inflationniste

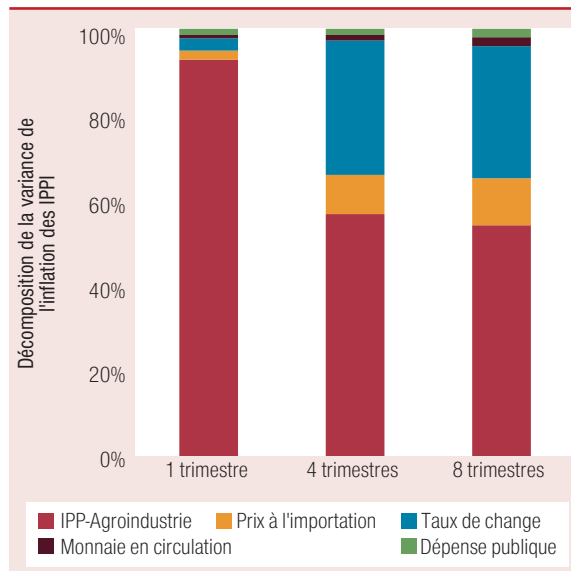
FIGURE 32 • La dépréciation a un effet marqué sur les prix de production des EPE dans les ISMME...



Source : Estimations de la Banque mondiale.

Note : EPE = entreprises publiques économiques. IPII = Indice des prix à la production industrielle du secteur public ; ISMME = Industries sidérurgiques, métallurgiques, mécaniques, électriques, électroniques.

FIGURE 33 • ...comme sur ceux des produits agroindustriels, largement subventionnés



Source : Estimations de la Banque mondiale.

actuelle, en partie liées à la crise du COVID-19. En mars 2022, la croissance de l'IPC en glissement annuel était de 9,3%, portée à part égale par la montée des prix agricoles frais (fruits et légumes, viandes et poissons), alimentaires industriels (produits céréaliers, laitiers, et oléagineux) et manufacturés. Les analyses de décomposition de variance illustrent l'impact de :

- La hausse de la monnaie en circulation durant la crise du COVID-19, notamment sur les prix des produits agricoles frais et des produits manufacturés.⁴¹
- La plus forte dépréciation du taux de change durant la crise du COVID-19, notamment sur les

produits alimentaires industriels et, dans une moindre mesure, la hausse des prix à l'importation.

En outre, l'analyse présentée ici suggère que des politiques budgétaires et monétaires prudentes permettront de limiter les pressions inflationnistes. À moyen et long terme, des réformes structurelles favorisant un plus grand degré de compétition domestique et internationale permettraient également de contenir les hausses des prix.

⁴¹ En limitant l'analyse à la période 2015-2022, la contribution de la croissance de la monnaie en circulation augmente sensiblement.

ANNEXE 3 : RÉSUMÉ DES SECTIONS SPÉCIALES DES DERNIÈRES NOTES DE SUIVI DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

Automne 2021 : « Evolution de la pauvreté non monétaire et des inégalités en Algérie »

L'indicateur de la pauvreté multidimensionnelle s'est amélioré en Algérie entre 2013 et 2019, traduisant des progrès dans toutes ses dimensions : éducation, santé et conditions de vie. Bien que l'Algérie affiche des résultats honorables dans la région MENA, et malgré des améliorations notables, la pauvreté multidimensionnelle varie considérablement selon les régions et entre les zones rurales et urbaines. Les régions du Nord-Centre et du Nord-Est sont confrontées à des niveaux de privation inférieurs à ceux du reste du pays, tandis que la région des Hauts Plateaux Centre est confrontée à un niveau de privation plus élevé. Les régions les plus pauvres ont connu une amélioration plus rapide entre 2013 et 2019, montrant une convergence avec les régions plus riches. La santé et l'éducation sont devenues des dimensions plus importantes de la privation, soulignant les priorités politiques pour le développement humain de l'Algérie.

Automne 2021 : « Résilience de l'Algérie face aux risques climatiques et de catastrophe naturelle »

Le territoire algérien est exposé à un éventail de risques climatiques et géologiques — inondations, tremblements de terre, sécheresse, incendies de forêt, érosion côtière et des sols, etc. —, notamment dans les zones urbaines, qui affichent une croissance démographique rapide et concentrent une part importante de l'activité économique. Les inondations sont les catastrophes les plus fréquentes en Algérie, mais les pertes économiques les plus importantes ont été causées par les tremblements de terre. L'Algérie dispose d'un cadre juridique moderne de gestion des risques de catastrophe (GRC), un cadre clair de prise de décision en matière d'intervention d'urgence, et reconnaît l'importance de protéger les infrastructures stratégiques et les secteurs essentiels. De sérieux efforts de réduction des risques ont été menés, surtout dans la gestion des interventions d'urgence et la reconstruction, au

détriment de la prévention. De plus, le partage de l'information n'est pas systématique, entraînant des incohérences notamment dans la prévention des catastrophes, et l'application de la législation GRC peut être améliorée. Des efforts importants devraient encore être fournis pour la réduction et la gestion globale et intersectorielle des risques climatiques et de catastrophe.

Printemps 2021 : « Effets de la covid-19 sur les inégalités dans la région MENA et en Algérie »

Les résultats d'enquêtes menées dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA) confirment que les individus les plus pauvres déclarent dans une plus grande proportion une détérioration de leurs conditions de vie depuis le début de la crise du COVID-19. Malgré l'absence de données récentes sur le bien-être des ménages en Algérie, les caractéristiques des individus vulnérables suggèrent que les inégalités y ont également augmenté. Ceux-ci sont plus à risque de contracter le COVID-19 ou de perdre leur emploi durant la pandémie, disposent dans de moindres proportions d'une protection sociale adéquate, et risquent d'être affectés disproportionnellement par les ajustements macroéconomiques et fiscaux en cours. Une reprise durable et inclusive nécessitera donc

d'offrir aux plus vulnérables l'opportunité de récupérer ce qu'ils ont perdu.

Printemps 2021 : « Vers une réforme équitable du système de santé algérien »

Les conséquences de la pandémie COVID-19 ont montré la nécessité d'une réforme équitable du système de santé algérien. Bien qu'officiellement le nombre de cas et de décès reste bas, la pandémie a mis en exergue les limites du système de santé. Un double fardeau de maladies transmissibles et non-transmissibles, ainsi que des moyens limités, suggèrent en effet un besoin de le renforcer. Bien que celui-ci bénéficie d'un soutien financier public important et nécessite relativement peu de dépenses individuelles, et bien que l'espérance de vie et la maîtrise des maladies non-transmissibles soient comparables aux pays pairs, les résultats en matière de santé restent en deçà de ceux des pays à revenu moyen-élevé, particulièrement en matière d'équité des conditions de santé de la mère et de l'enfant. Un besoin de moyens physiques et humains, et d'une meilleure répartition de la couverture santé, représentent des défis majeurs. Enfin, la baisse du financement public et de la capacité du système de santé présente des risques pour la résilience du système de santé.

BIBLIOGRAPHIE

Agence Nationale de l'Emploi (ANEM)

Informations statistiques pour le site WEB de l'ANEM : mars 2022. <http://www.anem.dz/ressources/pdf/2022/mars-2022.pdf>.

Algérie Presse Service (APS)

- "Investissement : le bilan des projets ayant bénéficié d'une levée des obstacles porté à 861". (8 mai 2022).
<https://www.aps.dz/economie/139059-investissement-589-projets-entrent-en-exploitation-effective-apres-la-levée-des-obstacles>.
- "Communiqué du Conseil des ministres". (10 avril 2022).
<https://www.aps.dz/algerie/138372-communiqué-du-conseil-des-ministres>.
- "Produits de large consommation : le Président Tebboune interdit l'exportation des produits importés". (13 mars 2022).
<https://www.aps.dz/economie/137023-produits-de-large-consommation-le-president-tebboune-interdit-l-exportation-des-produits-importes>.
- "Importation : les opérateurs appelés à fournir un document attestant de l'indisponibilité des produits importés". (26 avril 2022).
<https://www.aps.dz/economie/139012-importation-les-operateurs-appelés-a-fournir-un-document-attestant-de-l-indisponibilité-des-produits-importes-sur-le-marché-national>.
- "Réduction de l'IRG: une augmentation des salaires de plus de 14%". (16 février 2022).
<https://www.aps.dz/economie/135603-la-reduction-de-l-irg-a-permis-une-augmentation-des-salaires-de-plus-de-14>.
- "Gel impôts taxes : partis et organisations professionnelles saluent la décision du Président Tebboune". (16 février 2022).
<https://www.aps.dz/economie/135615-gel-impôts-taxes-partis-et-organisations-professionnelles-saluent-la-décision-du-president-tebboune>.
- "Le ministère de l'industrie a lancé un audit global dans tous les groupes sous tutelle". (12 février 2022).
<https://www.aps.dz/economie/135433-zeghdar-lancement-d-un-audit-global-pour-tous-les-groupes-industriels>.
- "Plus de 37% de taux de remplissage des barrages à l'échelle nationale". (7 février 2022).
<https://www.aps.dz/economie/135194-plus-de-37-de-taux-de-remplissage-des-barrages-a-l-échelle-nationale>.
- "Production agricole : une valeur de plus de 3491 milliards de DA en 2021". (18 janvier 2022).
<https://www.aps.dz/economie/134427-production-agricole-une-valeur-de-plus-de-3491-milliards-de-da-en-2021>.
- "Octroi de l'Allocation chômage : une plateforme numérique à partir du 25 février". (18 février 2022).
<https://www.aps.dz/economie/135762-octroi-de-l-allocation-chomage-une-plateforme-numérique-a-partir-du-25-fevrier>.

- “Les investisseurs très satisfaits de la politique de relance économique du président de la République”. (17 janvier 2022). <https://www.aps.dz/economie/134348-les-investisseurs-tres-satisfaits-de-la-politique-de-relance-economique-du-president-de-la-republique>.
- “Augmentation des prix d’achat du blé tendre et dur auprès des agriculteurs”. (16 janvier 2022). <https://www.aps.dz/economie/134335-augmentation-des-prix-d-achat-du-ble-tendre-et-dur-aupres-des-agriculteurs>.
- “Céréales : 13 millions de qx collectés au titre de la saison 2020–2021”. (13 janvier 2022). <https://www.aps.dz/economie/134240-cereales-13-millions-de-qx-collectes-au-titre-de-la-saison-2020-2021>.
- “Covid-19 : rebond des contaminations dans plusieurs établissements hospitaliers d’Alger”. (12 janvier 2022). <https://www.aps.dz/sante-science-technologie/134178-covid-19-rebond-des-contaminations-dans-plusieurs-etablissements-hospitaliers-d-alger>.
- “Importations : élargissement de la liste des marchandises soumises au Droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS)”. (7 janvier 2022). <https://www.aps.dz/economie/133891-importations-elargissement-de-la-liste-des-marchandises-soumises-au-daps>.
- “Importation pour la revente en l’état : la suspension de la domiciliation bancaire concerne les registres de commerce non conforme à la nouvelle réglementation”. (1er septembre 2021). <https://www.aps.dz/economie/126851-importation-pour-la-revente-en-l-etat-la-suspension-de-la-domiciliation-bancaire-concerne-les-registres-de-commerce-non-conforme-a-la-nouvelle-reglementation>.

Banque d’Algérie

- Bulletin statistique trimestriel N° 56. Troisième trimestre 2021. https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/Bulletin_56f.pdf.
- Tendances monétaires et financières. Premier semestre 2021. <https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/nc1ersemestre2021.pdf>.

Banque mondiale

- « Redresser l’économie algérienne après la pandémie ». Bulletin de Suivi de l’Économie Algérienne, Automne 2021. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/667961640162288726/pdf/Algeria-Economic-Monitor-Restoring-the-Algerian-Economy-after-the-Pandemic.pdf>.
- Rapport sur les Perspectives Globales, Juin 2021.
- « Accélérer le rythme des réformes pour protéger l’économie algérienne ». Bulletin de Suivi de l’Économie Algérienne, Printemps 2021. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/275471626885829889/pdf/Algeria-Economic-Monitor-Accelerating-Reforms-to-Protect-the-Algerian-Economy.pdf>.

Bernanke, B. S. (1986). Alternative explanations of the money-income correlation. NBER Working paper, (w1842).

Blanchard, O. J., & Quah, D. (1988). The dynamic effects of aggregate demand and supply disturbances.

Courrier d’Algérie “Impact de la crise ukrainienne sur le blé : l’Algérie est à l’abri”. 2022. <http://lecourrier-dalgerie.com/impact-de-la-crise-ukrainienne-sur-le-ble-lalgerie-est-a-labri/>.

Direction Générale des Douanes Statistiques du commerce extérieur de l’Algérie : année 2020. https://www.douane.gov.dz/IMG/pdf/statistiques_du_commerce_exterieur_de_l_algerie_annee_2020.pdf.

Emploitic “Perspectives de Recrutement au 2ème semestre 2021”. 2022. <https://www.emploitic.com/blog-emploi/actualite-news/1176-perspectives-de-recrutement-au-2%C3%A8me-semestre-2021>.

FAO Rapports de synthèse par pays « Algeria ». (2 août 2021). <https://www.fao.org/giews/countrybrief/country.jsp?code=DZA&lang=fr>.

Fonds monétaire international (2021). Perspectives de l’économie mondiale, octobre 2021.

Forum économique mondial (2018). Rapport global sur la compétitivité <https://www.weforum.org/reports/the-global-competitiveness-report-2017-2018>.

Hatemi-J, A., & S. Hacker, R. (2009). Can the LR test be helpful in choosing the optimal lag order in the VAR model when information criteria suggest different lag orders?. *Applied Economics*, 41(9), 1121–1125.

Journal « Liberté » Algérie

- “Décembre et janvier n’ont apporté qu’un tiers de leur apport habituel en précipitations : le spectre de la sécheresse se précise”. (2 février 2022). <https://www.liberte-algerie.com/actualite/le-spectre-de-la-secheresse-se-precise-372727>.
- “La sécheresse fait baisser sensiblement les rendements : temps durs pour blé tendre”. (4 octobre 2021). <https://www.liberte-algerie.com/actualite/temps-durs-pour-ble-tendre-366054>.
- “Conflit armé entre l’Ukraine et la Russie : quel impact sur l’économie algérienne ? » (26 février 2021). <https://www.liberte-algerie.com/actualite/quel-impact-sur-leconomie-algerienne-373927>.

Organisation pour la Coopération et le Développement Économique . Health at a Glance 2021. https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/ec2de914_en.pdf?expires=1651437240&id=id&accname=guest&checksum=287D1BF250D9571A86B6EE94069719D7.

Office National des Statistiques (ONS)

- Les prix à la production industrielle – au 4ème trimestre 2021. <https://www.ons.dz/IMG/pdf/I.IPPI4T2021.pdf>.
- Les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises année 2021. <https://www.ons.dz/IMG/pdf/I.IVU2021.pdf>.
- Les comptes nationaux trimestriels -4ème trimestre 2021. <https://www.ons.dz/IMG/pdf/CNT4T2021.pdf>.

Reinhart et Von Luckner (2022). The return of global inflation. World Bank Blogs.

<https://blogs.worldbank.org/voices/return-global-inflation>.

Secrétariat Général du Gouvernement

- Grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires. (31 mars 2022). <https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2022/F2022023.pdf>.
- Modalités de maintien, à titre exceptionnel, par le Trésor public, de la bonification du taux d’intérêt des crédits accordés par les banques et établissements financiers en faveur des entreprises et particuliers en difficultés à cause de la pandémie du Coronavirus (COVID-19). (10 février 2022). <https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2022/F2022011.pdf>.
- Conditions, les modalités et montant de l’allocation chômage ainsi que les engagements des bénéficiaires. (10 février 2022). <https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2022/F2022011.pdf>.
- Loi relative à la lutte contre la spéculation illicite. (28 décembre 2021). <https://www.joradp.dz/FTP/jo-francais/2021/F2021099.pdf>.

United States Department of Agriculture. «Grain and Feed Update». (January 31, 2022) https://apps.fas.usda.gov/newgainapi/api/Report/DownloadReportByFileName?fileName=Grain+and+Feed+Update_Algers_Algeria_01-20-2022.pdf.

Shapiro, M. D., & Watson, M. W. (1988). Sources of business cycle fluctuations. *NBER Macroeconomics annual*, 3, 111–148., ISO 690

Sims, C. A. (1980). *Macroeconomics and reality*. *Econometrica: journal of the Econometric Society*, 1–48.

Souissi M., 2017, Determinants of inflation, Selected issues, IMF Country Report No. 17/142.



LA BANQUE MONDIALE

1818 H Street, NW
Washington, DC 20433